

Nouvelle-Calédonie : vers l'indépendance obligatoire ?

Macron le Petit : dix-huit mois de présidence au service de l'Anti-France

Le Brésil aura-t-il dans quelques jours un homme d'extrême droite à sa tête ?

RIVAROL

N°3349

“Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir” 24/10/2018

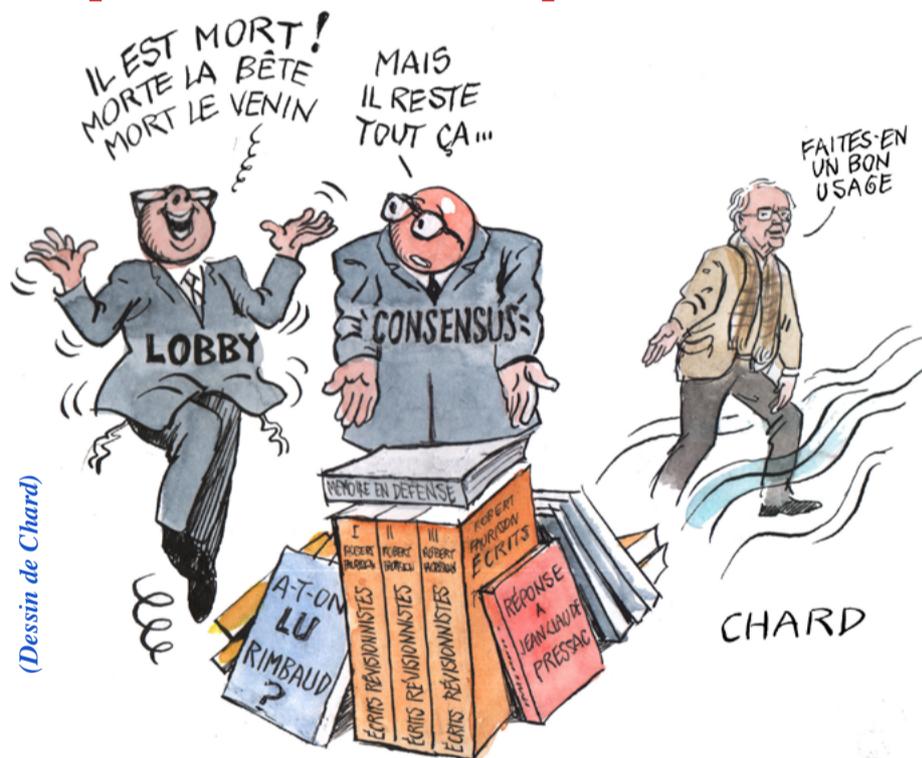
HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE

Robert Faurisson (1929-2018) :

Un homme intrépide et indomptable au milieu des lâches

JUSQU'AUX DERNIERS INSTANTS de sa vie ici-bas Robert Faurisson aura été confronté à l'adversité. Et à une adversité violente, constante, brutale. Alors qu'il donnait le samedi 20 octobre une conférence en anglais dans un hôtel de Shepperton, sa ville natale, en compagnie de son disciple Vincent Reynouard, exilé en Angleterre à cause de son combat révisionniste, les gérants de l'établissement, apeurés, tétanisés par les menaces téléphoniques et sur les réseaux sociaux de groupes et d'individus se réclamant de l'antiracisme, ont tout tenté pour interrompre la conférence : irruption dans la salle, injonction de quitter les lieux immédiatement, coupure de l'électricité, déclenchement à plusieurs reprises d'une alarme incendie... L'intrépide professeur faisait face une dernière fois à une manifestation peu glorieuse de la lâcheté humaine. Robert Faurisson aimait à répéter que ce qu'il avait le plus rencontré tout au long de sa vie, et singulièrement au cours de ses quarante années de combat révisionniste actif et de persécutions incessantes, et ce qui l'avait le plus marqué, c'était la lâcheté des hommes, y compris et surtout celle des bons. La peur, disait-il, est le moteur de l'histoire. C'est celle qui explique les renoncements, les abdications, les ignominies, les trahisons, les désertions.

Robert Faurisson, lui, n'avait pas peur. Pas peur de témoigner devant des tribunaux hostiles où il excellait, racontant avec clarté et pédagogie des heures durant ses travaux révisionnistes, ses découvertes, son itinéraire, expliquant, démontrant, réfutant. Pas peur de donner partout où il était invité des conférences où il subjuguait son auditoire par sa capacité à s'exprimer sans notes, par sa brillance, par le caractère imparable de ses démonstrations, par la pertinence de ses observations, par son formidable humour dont il disait qu'il lui venait de



(Dessin de Chard)

son ascendance écossaise, par sa capacité à faire rire son auditoire, même lorsqu'il parlait de choses éminemment sérieuses. Pas peur de tenir publiquement pendant près d'un demi-siècle des positions qui firent de lui un pestiféré, qui lui firent perdre ses fonctions de professeur à l'université où il aimait tant enseigner au motif qu'on était incapable d'assurer sa sécurité, pas peur par sa ténacité, son invariance et son intransigeance dans ses positions d'être la cible privilégiée de milices. C'est ainsi qu'il subit stoïquement une dizaine d'agressions physiques. Une, particulièrement grave, dans un parc public à Vichy, en octobre 1989, il y a tout juste vingt-neuf ans, le laissa à demi-mort et il n'aurait sans doute pas survécu si un passant ne l'avait alors conduit à l'hôpital. Un individu qui, apprenant plus tard qu'il était, exprima son regret de lui être venu en aide ! De cette agression revendiquée par les Fils de la mémoire juive l'indomptable Professeur gardera toute sa vie des séquelles, qui le firent atrocement souffrir au visage jusqu'à sa mort.

Isolé, en effet, il le fut, puisque très rares furent les personnalités à oser le fréquenter. Même Jean-Marie Le Pen, qui fut pourtant lui-même ostracisé, n'a jamais souhaité rencontrer le professeur

au point que lors de notre banquet en 2016 pour les 65 ans de RIVAROL il nous avait fallu attendre que le fondateur du Front national quittât la salle pour faire entrer le Professeur qui fit à cette occasion une magnifique conférence retraçant en une heure et demie toute la genèse et l'histoire de ses travaux et de son combat pour la vérité historique, ou plutôt pour l'exactitude historique, pour reprendre l'expression qu'il aimait à employer.

Robert Faurisson eut cependant des consolations tout au long de ses quarante années de durs combats : Pierre Guillaume l'édita courageusement au début des années 1980 (La Vieille Taupe), une partie de sa famille le seconda et l'aïda avec un dévouement incessant pendant ces quelque quarante années de persécution, il participa à une conférence sur l'Holocauste en Iran en décembre 2006, le président Mahmoud Ahmadinejad lui remit en 2012 un prix honorant « le courage, la résistance, la combativité » et en décembre 2008 l'humoriste Dieudonné le fit monter sur scène au Zénith pour lui remettre un Prix de l'insolence et de l'infréquentabilité. Il put compter aussi jusqu'au bout sur le dévouement de Jean Plantin qui édita consciencieusement ses *Ecrits révision-*

nistes qui constituent une mine d'informations et d'explications inégalées, sur l'infatigable Vincent Reynouard qui, dans ses écrits puis dans ses vidéos, poursuit à sa manière son œuvre et sur le soutien et l'amitié d'anonymes avec lesquels il n'hésitait pas à correspondre, à donner de son temps, même lorsqu'il était au bout de ses forces. Il connut aussi des trahisons, dont la plus douloureuse fut sans doute celle de Jean-Claude Pressac, son ancien disciple, qui fut financé par les Klarsfeld pour essayer de prouver l'existence des chambres à gaz. Las, huit ans avant de mourir dans l'indifférence générale, Pressac, dans un entretien de juin 1995 avec Valérie Igounet, qualifie tout le dossier des chambres à gaz de "pourri" et affirme que « la forme actuelle, pourtant triomphante, de la présentation de l'univers des camps est condamnée. Qu'en sauvera-t-on ? Peu de choses. »

RIEN a priori ne destinait Robert Faurisson, ce brillant professeur d'université, cet agrégé de lettres à qui l'on doit des œuvres d'érudition littéraire comme *A-t-on lu Rimbaud ? A-t-on lu Lautréamont* à entrer de plain-pied dans ce que d'aucuns ont qualifié de plus grande aventure intellectuelle du XX^e siècle : le révisionnisme historique. Rien, si ce n'est sa grande curiosité, son anticonformisme viscéral et son sens profond de la justice. Lors de la conférence qu'il donna le 9 avril 2016 pour les 65 ans de RIVAROL (et dont le texte intégral est paru dans les *Ecrits de Paris* de mai 2016, un numéro toujours disponible à nos bureaux contre quelques euros, tout comme le testament du Professeur paru dans RIVAROL des 13 et 20 octobre 2016), il expliquait que bien que très hostile à l'occupant allemand pendant la guerre, il avait eu le souci, à partir du 8 mai 1945, date de la capitulation allemande, de se conduire, sinon en gentilhomme, du moins en *gentleman*, à l'égard du vaincu. Et c'est cette soif de justice et de vérité qui le conduira à être révolté par les horreurs de l'épuration gaullo-communiste et à lire Maurice Bardèche (*Nuremberg ou la Terre promise*, 1948) et Paul Rassinier (*Le Men-*

N°3349 DU 24 OCTOBRE 2018

www.rivarol.com

Imprimé en France/Printed in France

L 14240 - 3349 - F: 4,00 €



*suite de l'éditorial
en page 2*

SUITE DE L'ÉDITORIAL

songe d'Ulysse, 1950) qui sont les pionniers du révisionnisme historique.

Bien que Robert Faurisson ne fût pas croyant, il y avait dans sa profession de foi révisionniste une démarche chrétienne. Ne pas répéter à propos de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale la vulgate expose en effet à la mort sociale, à l'isolement, à l'incompréhension et à l'hostilité générale. Qui n'a pas touché de près au révisionnisme ne sait pas ce qu'est la haine, jusqu'à quelles extrémités elle peut conduire. A l'instar d'autres révisionnistes, Robert Faurisson a toujours souhaité un débat public avec ses contradicteurs. Ce débat lui a toujours été refusé. Il n'a eu droit qu'à des plaintes devant les tribunaux pour contestation de crime contre l'humanité, qu'à des menaces, à des insultes et à des coups. Il suffit de lire le titre des dépêches à l'annonce de son décès pour comprendre que la haine est toujours aussi active et qu'elle ne connaît aucun répit, aucune trêve : « la mort d'un négationniste, d'un faussaire de l'histoire, d'un falsificateur, d'un antisémite ». Des sites juifs se réjouissent ouvertement, bruyamment de sa disparition. Mais s'ils n'ont que des insultes aux lèvres, c'est qu'ils n'ont pas d'argument. Ils salissent l'homme mais sont incapables de répondre à ses arguments, à ses interrogations, à ses objections techniques, scientifiques. Lorsqu'on assistait à des procès de Robert Faurisson, le contraste était saisissant entre un homme qui usait d'arguments rationnels, qui expliquait patiemment sa démarche, relatait ses travaux, faisait état de ses observations et de ses conclusions et des opposants qui attaquaient rageusement l'homme, qui le traitaient d'antisémite compulsif et de négationniste forcené, qui appelaient

à une répression renforcée mais qui ne répondaient à aucun de ses arguments. A l'instar des trente-quatre historiens qui, dans Le Monde du 21 février 1979, ne pouvaient répondre à Faurisson que ceci : « Il ne faut pas se demander comment, techniquement, un tel meurtre de masse a été possible. Il a été possible techniquement puisqu'il a eu lieu. Tel est le point de départ obligé de toute enquête historique sur ce sujet. Cette vérité, il nous appartenait de la rappeler simplement : il n'y a pas, il ne peut y avoir de débat sur l'existence des chambres à gaz. »

C'EST qu'en contestant ouvertement la version officielle et obligatoire de la Seconde Guerre mondiale, en refusant d'accabler les vaincus et d'encenser les vainqueurs, Robert Faurisson menaçait des intérêts puissants. Ceux de l'Etat d'Israël et du sionisme international dont la puissance, la pérennité, l'immunité et l'impunité reposent essentiellement sur le Dogme holocaustique. Ceux des Alliés et de la sacro-sainte croisade des démocraties contre les forces de l'Axe. Ceux des gauchistes de tous poils pour qui il est nécessaire que les régimes nationalistes de l'entre-deux-guerres en Europe soient le mal absolu et non le communisme sous toutes ses formes, léniniste, stalinienne, maoïste, trotskyste.

Non seulement Robert Faurisson, par ses travaux et sa fameuse phrase de soixante mots, prononcée en 1980 au micro d'Europe 1 face à un Ivan Levaï excédé, menaçait les fondements idéologiques de l'ordre mondial issu de la dernière guerre mais il contestait une véritable religion, ou plutôt une contre-religion, le culte holocaustique. Un culte qui ne souffre pas que l'on manque de déférence et de soumission à son endroit. Un

(faux) dieu qui exige que l'on brûle sans cesse l'encens devant lui, qu'on l'adore, qu'on rallume la flamme comme à Yad Vashem, qu'on offre des fleurs et qu'on se lamente comme lors des pèlerinages et processions à Auschwitz et ailleurs, qu'on se frappe la poitrine en s'écriant « plus jamais ça ».

La contre-religion de la Shoah enseignée dès l'école primaire et tout au long de la vie à travers la télévision, le cinéma, les divertissements singe en effet les rituels catholiques avec son culte des martyrs (les six millions), des saints (les Justes récompensés par l'Etat d'Israël), des miraculés (les survivants de la Shoah), des stigmatisés (les déportés avec leur numéro tatoué sur le bras), ses pèlerinages et processions expiatoires d'Auschwitz au Struthof, ses temples et cathédrales (les musées de l'Holocauste, le mémorial de la Shoah), les aumônes pour être absous de ses fautes (les réparations financières incessantes en faveur de l'Etat d'Israël et des descendants de déportés), ses reliques (les dents, les cheveux, les souliers des déportés), son hagiographie (les livres d'Elie Wiesel, de Primo Levi...), ses martyrologes (les murs et

mémoriaux recensant l'identité et le patronyme des victimes), ses lieux de supplice (les chambres à gaz homicides), ses tables de la loi (la Déclaration des droits de l'homme), son Evangile (le jugement du tribunal militaire international de Nuremberg), ses grands prêtres et ses pontifes (Klarsfeld, Veil, Lanzmann...), son inquisition (les tribunaux de la République et de dizaines d'Etats dans le monde ayant un arsenal répressif anti-révisionniste), sa législation contre le blasphème (la loi Fabius-Gayssot et son équivalent un peu partout en Occident), ses juges (les magistrats), sa cité sainte (l'entité sioniste), ses archanges (Tshal protégéant l'Eretz), ses prédicateurs et ses gardiens (les enseignants et tous les organes dirigeants, qu'ils soient politiques, médiatiques, religieux, syndicaux, associatifs, sportifs, économiques), les saintes congrégations (le Congrès juif mondial, le B'nai B'rith, le CRIF, la LICRA, l'UEJF, l'AIPAC...), son enfer (tous les nationalistes, sauf les israéliens, les révisionnistes, les catholiques fidèles à la doctrine sur le nouvel Israël, à la théologie dite de la substitution), ses fidèles (la quasi-totalité de l'humanité), ses mécréants (les révisionnistes).

Si elle singe la religion chrétienne, cette

contre-religion en constitue aussi l'inversion : à l'amour elle oppose la haine, à la vérité le mensonge, au pardon des offenses la vengeance talmudique, au respect des anciens la traque aux vieillards, à la rémission des péchés l'imprescriptibilité des crimes, à l'esprit de pauvreté l'appât du gain, à l'humilité la volonté de domination, au sens du partage l'esprit de lucre, à la charité le chantage, au respect d'autrui le lynchage, au silence du recueillement le tapage de la mise en accusation, à la discrétion des vertus domestiques le bruit et la fureur médiatiques, à la justice infinie de Dieu la partialité d'un tribunal des vainqueurs jugeant les vaincus.

IRONIE de l'histoire, Robert Faurisson est décédé en rentrant à son domicile de retour de sa ville natale en Angleterre le 21 octobre au soir, victime d'une violente crise cardiaque. Or, quatre jours plus tard, les magistrats de Cusset devaient rendre leur jugement dans l'affaire dite de la chambre à gaz du Struthof. Le 20 septembre, au cours de ce qui fut son dernier procès, le Professeur, bien qu'épuisé, fit une défense magistrale dont on peut lire de larges

extraits dans notre édition du 3 octobre (« Struthof : la LICRA poursuit Faurisson ») Jusqu'au bout le Professeur lutta avec un courage et une détermination hors du commun qui forcent l'admiration.

Il est courant de dire que personne n'est irremplaçable. Eh bien si. La mort de ce géant, de ce monument est une perte irréparable. On n'a pas fini de mesurer à quel point il va manquer. Car combien y a-t-il aujourd'hui d'hommes de sa trempe, de son érudition, de son talent, de sa bravoure, de sa ténacité ? Et pourtant même sans lui le combat pour la vérité historique doit continuer. Quels que soient les aléas et les difficultés de toutes sortes. Quels que soient les tourments et les obstacles. Reste en effet son exemple, restent ses œuvres. Tant qu'il demeurera des hommes épris de justice et de vérité, refusant le mensonge et l'imposture, alors rien ne sera perdu, tout restera possible.

RIVAROL,

<jeromebourbon@yahoo.fr>

PS : Les obsèques de Robert Faurisson auront lieu le vendredi 26 octobre à Vichy dans la plus stricte intimité familiale.



D.R.

DROIT AUX LETTRES

● De la sœur du Professeur Faurisson :

RIGUEUR ET PRÉCISION FURENT LE FIL DE SA VIE

Quatre-vingt-dix ans après sa naissance, Robert Faurisson est retourné à Shepperton où il naquit le 25 janvier 1929. Le soir même, il s'est abattu d'un coup, sans une plainte ni un soupir, comme si le grand cycle de la vie avait attendu ce retour aux sources et aux origines pour le délivrer de sa vie terrestre. Les sources, les origines, dans toute leur rigueur et leur précision, c'est le fil conducteur de la vie de Robert Faurisson, celui qui l'a amené dans l'une des plus grandes aventures intellectuelles de l'après-guerre, aux confins de la littérature, de l'histoire, de la géopolitique et de la mémoire des peuples.

L'immense curiosité de Robert Faurisson va encore pouvoir être satisfaite : là où il est depuis son trépas, il est sûrement devant un juge honnête. Il n'y a pas tellement été habitué.

● D'Eric RAINSAERT :

COURAGE INSENSÉ

« Il y a assez de lumière pour ceux qui veulent voir et assez d'obscurité pour ceux qui ne veulent pas », comme disait à peu près Bossuet.

Faurisson a toujours été à la hauteur de sa carrière, de son courage insensé et de sa réputation méritée de chercheur de vérité.

Après mes camarade Duprat et Montcombe, l'incontournable Rassinier, le Professeur Faurisson a bien gagné le droit de voir face à face la Véritable Lumière.

Je vois d'ici la tronche diabolique des LICRA et autres MRAP qui voient leur proie leur échapper.

Mes prières et mes vœux vont à lui, bien sûr, mais aussi à sa famille.

Un prophète des temps modernes passera forcément à la postérité.

Pour l'instant, nous sommes dans le règne du Grand Mensonge à muffle damné de l'Ennemi.

Patience et courage.

● De Michelle FAVARD-JIRARD :

HOMMAGE AU PROFESSEUR FAURISSON

Pour une fois, je me permettrai de parler en mon nom propre afin d'exprimer ma profonde tristesse à l'annonce du décès soudain du professeur Robert Faurisson ; un homme que j'admire pour son insatiable soif de Justice.

La nouvelle m'a été communiquée ce matin, par mon ami Mike Walsh du « Ethnic-European » alors que la presse française reste honteusement silencieuse depuis son départ de l'autre côté, survenu dimanche 21 octobre, à 19 heures.

Le professeur rentrerait chez lui, à Vichy, après avoir donné une conférence à l'hôtel Anchor de Shepperton, en Angleterre, où il naquit, il y a plus de huit décennies. Il se serait effondré, en franchissant le seuil de son logis, terrassé par un arrêt cardiaque.

On ne peut que remarquer ce phénomène de mort violente, désormais récurrent parmi les dissidents de l'ordre établi par la police de la pensée. Aussi, une question vient inévitablement à l'esprit : mort naturelle ou provoquée — avec cet art machiavélique dans lequel notre ennemi commun est passé maître ?

Mike Walsh évoque avec juste raison, « l'intimidation du politiquement correct et de la dictature judaïque pesant sur toute l'Europe ». Puisse l'esprit du professeur Faurisson nous accompagner dans la poursuite inlassable de notre combat !

CHAPELET CONTINU

Pour le repos de l'âme du professeur Faurisson, rappelé à Dieu le 21 octobre 2018.

JEUDI
1ER
NOVEMBRE

Toussaint
2018 -

Robert Faurisson, historien et homme au grand cœur, s'en est allé. C'est dans la tristesse que nous lançons un appel à la **mobilisation spirituelle** pour le repos de son âme. En ce sens, nous vous encourageons à participer à un **chapelet continu**, qui s'étendra aux 24 heures de la journée de la Toussaint. Chaque âme recueillie consacrerait trente minutes de sa journée à la prière.

— Comment participer ? —

- I / choisissez un créneau de 30 min durant cette journée. (exemple : de 10h00 à 10h30, de 23h30 à 00h00...)
- II / proposer cet horaire en envoyant un courriel à : PRIONSPOURFAURISSON@GMAIL.COM
- III / nous vous retournerons un courriel vous confirmant votre horaire s'il est libre, ou nous vous en proposerons un autre. N'oubliez pas de réciter votre chapelet dans le créneau choisi, afin que la chaîne de prières soit ininterrompue durant toute la journée. Nous encourageons les jeûnes à favoriser les horaires nocturnes, afin de laisser libres les horaires plus accessibles pour les personnes plus âgées ou moins disponibles.

Chronique de la France asservie et.. résistante



DÉCIDÉMENT, nous ne sommes pas au bout de nos surprises dans cette étrange saga familiale des Le Pen. L'ex-Président du FN, viré par sa fille du mouvement qu'il avait co-créé et présidé, apparemment réconcilié avec elle, avait déclaré sans rire, dans une récente interview parue sur son blog vidéo que sa famille était un modèle. On n'est pas tout à fait obligé de le croire... Dans sa toute dernière vidéo, il fait acte de candidature sur la liste RN aux Européennes où il souhaite figurer en position éligible pour représenter les personnes âgées et récupérer, grâce à un nouveau mandat de 5 ans qui le conduirait à 96 ans en 2024, les 340 000 euros "volés" par le Parlement européen.

JEAN-MARIE LE PEN, CANDIDAT À LA CANDIDATURE AUX EUROPÉENNES !

« J'accepterai moi-même d'y figurer (sur la liste du RN qu'il souhaite être conduite par Bruno Gollnisch) *compte tenu du vol dont je suis l'objet de la part du Parlement européen. On m'a confisqué d'autorité 340 000 euros. Par conséquence, je serais donc candidat (au conditionnel, on l'aura noté) et je serais le doyen et le doyen des doyens en quelque sorte. L'âge ne compte pas.* » Se posant en représentant des retraités, il ajoute : « *Il faut tout de même que les retraités, que les anciens, qui sont très nombreux dans notre société soient représentés, et pas forcément par des jeunes gens. Les jeunes gens représentent les jeunes et les personnes âgées sont représentées par des personnalités comme la mienne.* ». La loi imposera-t-elle demain un quota de centenaires, d'homosexuels et de transsexuels, comme elle impose aujourd'hui un quota de femmes ? Le Pen ajoute : « *La personne en tête de liste sera capable de gouverner un groupe parlementaire (tous pays confondus) qui devrait comporter près d'une centaine de membres si les résultats sont ceux que nous espérons. Je crois en un triomphe de la liste du Rassemblement National.* ». Quelle sera la réponse de Marine Le Pen à cet appel du pied ? Il est plus qu'improbable qu'elle y donne suite. Cet été, en marge d'un entretien accordé au *Figaro*, elle avait réaffirmé qu'« *il n'y aurait jamais plus de relations politiques entre son père et elle.* ». Quant à Bruno Gollnisch, il avait, à l'occasion du scandaleux vote hostile à la Hongrie par la majorité du Parlement européen, défendu courageusement la liberté d'expression et les libertés en général. Et rappelait qu'« *il y a 1150 prisonniers d'expression en Allemagne sous prétexte de négationnisme, ce sont des prisonniers d'opinion dont une vieille dame de 90 ans.* ». Des considérations qui ne peuvent qu'indigner une Marine Le Pen à laquelle étrangement son père trouve de nouveau toutes les qualités.

PETITE ANNONCE

Domiciliée à Paris, cherche une personne pour donner des cours d'anglais. Une méthode qui apprend dans un premier temps, un langage pratique courant dans le quotidien. Tél. : 06-67-08-53-88.

A la fin de son dernier blog vidéo, le 520^e, Jean-Marie Le Pen se livre à un long panegyrique du groupe des Brigandes, ne tarissant pas d'éloges sur un groupe musical « *original, un ensemble choral remarquable auquel je prédis un très grand succès.* ». Ce groupe, lourdement soupçonné d'être une secte (l'enquête de Jérôme Bourbon, parue au printemps 2016 dans RIVAROL, l'a plus que prouvé), est accusé par d'anciens adeptes et une enquête journalistique d'être impliqué dans un meurtre. Son gourou, Joël Labryère, fondateur du Royaume elfique, explique, entre autres délires, que les Jésuites sont responsables du bombardement atomique de Nagasaki, du naufrage du Titanic, qu'ils sont actuellement les maîtres de l'ordre mondial et enseigne doctement « *comment on devient immortel.* ». De très lourds soupçons pèsent sur eux. Ce qui n'empêche pas de les voir accueillis chaleureusement dans moult réunions du camp dit national. Tout cela est consternant. D'autant qu'Antoine Duvivier, le secrétaire des Brigandes, traite les révisionnistes de « *péque-nots* » (merci pour Faurisson !) dans la vidéo où il revendique publiquement l'agression physique en novembre 2017 à son domicile de notre directeur, qui, selon lui, « *méritait pire* », et dans sa déposition à la police, le même Duvivier, pour justifier son agression préméditée, son guet-apens, dit de Bourbon qu'il est « *un antisémite et un négationniste forcené.* ». Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es...

DUPONT-AIGNAN FAIT LES POUBELLES

Interrogé quant aux nombreuses défections vers Dupont-Aignan, de conseillers régionaux et de députés, au sein du Rassemblement National, le maire de Fréjus, David Rachline, n'est pas inquiet des départs. Pas du tout. Il vient de déclarer : « *Il prend l'intégralité des tocards. Il prend tous les déçus qui n'ont pas eu de poste chez nous. Il fait les poubelles de notre mouvement.* » Curieux que le RN ait fait élire autant de "tocards"... En attendant, le flamboyant analyste du FN, Louis Aliot, qui semble encore le concubine de Marine Le Pen, y va de son commentaire : « *Ce sont des branches mortes.* ». Et que fait-on des branches mortes ? On les coupe et on les brûle. Mais nous ignorions qu'il y eût tant de "tocards" et de « *branches mortes* » au RN. Nous pensions qu'il n'y avait que des génies et des personnes de grand talent !

LES TOCARDS SE REBIFFENT

Sylvie Goddyn, députée RN au Parlement européen, s'était exprimée récemment en faveur d'une liste de rassemblement RN/Dupont-Aignan aux élections européennes, menée par ce dernier, jugeant qu'il était « *le plus légitime* » pour conduire une « *grande liste d'union.* ». Marine Le Pen n'avait absolument pas apprécié et exigé que la députée lui fit parvenir une lettre « *clarifiant sa position.* ». Elle l'a fait, il y a quelques jours, confirmant ses propos. Du coup, la présidente lui a envoyé un SMS, l'informant de son exclusion. L'élue siègera désormais dans le groupe souverainiste Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD), où siège également l'ancien bras droit de Marine Le Pen, Florian Philippot. Du coup, les eurodéputés RN se retrouvent à quinze, contre 24 il y a quatre ans. Brillant...

LOURDS NUAGES SUR LE RN

Ça n'en finit pas. Voici que les juges ont aggravé la mise en examen de Marine Le Pen en « *détournement de fonds publics* » vendredi 12 octobre, dans l'affaire des assistants parlementaires européens du FN. Elle était jusque-là mise en examen depuis juin 2017 pour « *abus de confiance et recel, escroquerie en bande organisée, faux et usage de faux et travail dissimulé* »

et « *complicité d'abus de confiance.* ». Elle conteste, bien sûr, cette décision, considérant que « *l'autorité judiciaire ne peut s'ériger en arbitre de son travail politique de député.* ». Elle attend désormais une décision de la Cour de cassation sur un recours devant être examiné le 27 novembre. Mais ce n'est pas fini. Elle est aussi visée depuis septembre par une enquête préliminaire pour avoir publié sur Twitter un acte de procédure la concernant, ce qui est interdit. Toujours est-il que la requalification de l'accusation d'« *abus de confiance* » et « *détournements de fonds publics* » est redoutable pour son avenir. Car si le délit de « *détournement de fonds publics* » est passible de dix ans d'emprisonnement et d'un million d'euros d'amende, contre trois ans de prison et de 375 000 euros d'amende pour l'abus de confiance, il peut surtout être assorti d'une peine de dix ans d'inéligibilité en cas de condamnation. Marine Le Pen, dangereusement aculée, appelle à l'aide ses adversaires politiques, avec l'argument suivant : « *Aujourd'hui, c'est nous qui sommes visés. Demain, ce sera vous.* ». Ce qui n'est pas faux. Bien entendu, ni Mélenchon, qui a pourtant vécu, il y a quelques jours une perquisition à son domicile et à son siège, pour des motifs similaires, ni Wauquiez, ne répondirent à l'appel au secours. Bayrou, en revanche, eut un entretien courtis avec la présidente du RN. Idem, paraît-il, (mais aucun des protagonistes ne l'a confirmé) pour Nicolas Sarkozy, qui chouina durant trois quarts d'heure sur les misères judiciaires qu'il devait endurer. Pas de contact, par contre avec le nouveau leader du PS : Marine Le Pen n'a pas pu trouver son numéro de téléphone... Normal, personne ne connaît son nom. Mais ce n'est pas fini avec les ennuis. Une autre affaire a rattrapé la présidente du RN. Elle est visée par une enquête préliminaire lui reprochant d'avoir publié sur Twitter un acte de procédure, en l'occurrence l'ordonnance d'expertise psychiatrique — légalement obligatoire dans ce type d'affaires (on lui reproche la publication des photos d'exactions de l'organisation Etat islamique sur le réseau social — accompagnée d'un commentaire) : « *Hallucinant* », a-t-elle répliqué. Hallucinant, en effet... Mais, au fait, où en est le tome 2 des Mémoires de Jean-Marie Le Pen ? Le Menhir, qui résiste victorieusement, si l'on en croit son blog, à ses problèmes de santé, annonce sa parution, non plus en mars 2019, mais après les élections européennes.

EUROPÉENNES : ILS Y VONT TOUS !

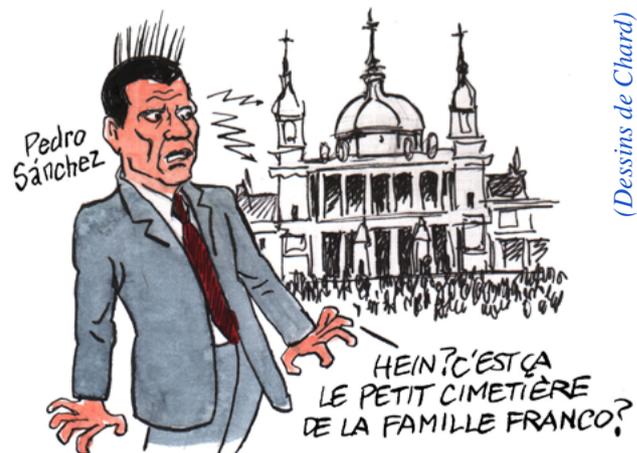
Renaud Camus, l'homme qui a inventé le « *Grand Remplacement* », est aussi sur la ligne de départ : il va présenter une liste aux élections européennes. Il annonce qu'il sera candidat aux côtés de Karim Ouchikh, le président du Siel, un micro-parti identitaire qui a quitté le Rassemblement bleu Marine en 2016. Pour le duo « *le Grand Remplacement est le seul problème sérieux de la société européenne toute entière.* ». La solution ? « *C'est la remigration, la décolonisation, la libération du territoire.* », affirment-ils dans une interview à *Valeurs Actuelles*. Et d'ajouter « *L'Europe [...], il ne faut pas en sortir, il faut en sortir l'Afrique. L'Europe entière et sa civilisation sont menacées de mort.* ». Ils concluent : « *Tous les partis politiques sont du même côté [...], celui du remplacisme.* », de « *l'immigration de masse* » et de « *l'islamisation méthodique de notre continent.* », qui annoncent « *l'eth-*

nocide, le génocide par substitution » de la population. En attendant, cela fait du monde qui se bouscule au portillon sur la scène euro-sceptique et plus ou moins identitaire : Philippot (qui prétend avoir trouvé les fonds), Dupont-Aignan (qui engrange les ralliements venus du RN), Asselineau, le Rassemblement national avec ou sans Jean-Marie Le Pen, et maintenant Renaud Camus...

FRANCO ET LES ARROSEURS ARROSÉS

Il y a un mois, les députés espagnols votaient l'expulsion de la dépouille de Franco du mausolée de la Vallée de los Caídos. Les députés de "droite", minables comme toujours, s'étaient courageusement abstenus. D'ici Noël, l'affaire devait être pliée. La vice-Présidente du gouvernement était impatiente : « *Il n'y aura ni honneur, ni concorde tant que les restes de Franco seront au même endroit que ses victimes.* ». Pedro Sánchez, le Premier ministre socialiste, n'en pouvait plus. Son heure de gloire était arrivée. Il déclarait : « *Aujourd'hui, un pas historique. Aujourd'hui, notre démocratie est meilleure.* ». Il était « *très fier* », plus qu'Artaban, quand il signa le décret-loi, pensant avoir marqué son mandat d'un exploit : depuis le retour de la démocratie en 1978, aucun gouvernant, même socialiste, n'avait osé déménager la dépouille. Même l'église conciliaire, hier réticente, se couchait. L'affaire était pliée. La dépouille devait être transférée dans les mois à venir vers le discret cimetière privé du Pardo, à l'ouest de Madrid, là où la famille Franco dispose d'un caveau. C'était sûr, Pedro Sanchez allait inscrire son nom dans l'Histoire d'Espagne. Et là, patatra... Un extraordinaire coup de Jarnac ! Les descendants de Franco, en particulier deux petits-fils de l'ancien Caudillo, à la stupeur générale, acceptent l'expulsion. Oui, mais pas vers le petit cimetière privé mais vers un autre caveau, autrement plus prestigieux, propriété de la famille (ce que les furieux ignoraient), dans la cathédrale de l'Almudena, au cœur de Madrid, un lieu emblématique très visité, à deux pas du Palais Royal. « *Les Franco ont réalisé un coup de maître.* », affirme l'analyste Carlos Garcia, selon *Le Point*. Ils ont accepté la décision des socialistes pour placer le Caudillo dans un endroit encore plus problématique pour les autorités. Pour les socialistes, il n'y a pas pire solution. « *Nous préférons encore qu'il reste dans son mausolée plutôt qu'il repose dans la grande cathédrale de la capitale, si exposée, si importante.* », a réagi un porte-parole du gouvernement. Légalement, les autorités ne peuvent rien faire, pas davantage que l'église conciliaire qui se voit contrainte de constater : « *On ne peut empêcher un chrétien d'enterrer un parent dans une crypte qu'il a préalablement achetée.* ». Du coup, Pedro Sanchez inscrira sans doute son nom dans l'Histoire d'Espagne. Comme celui du dindon de la farce...

Robert SPIELER.



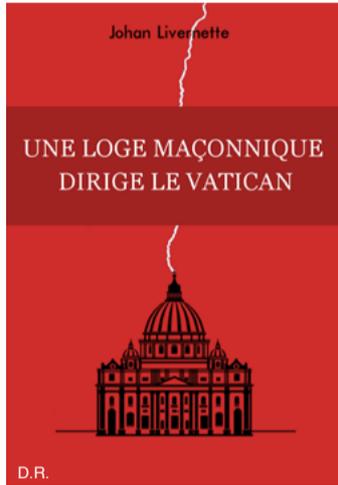
(Dessins de Chard)

LIVERNETTE : “Une loge dirige le Vatican”

Depuis plusieurs années, Johan Livernette combat le système judéo-maçonnique par ses ouvrages, ses conférences et son site Internet. Ce Toulonnais vient de sortir un nouveau livre intitulé *Une loge maçonnique dirige le Vatican*. Un ouvrage qui synthétise la crise dans l'Église depuis la mort de Pie XII il y a soixante ans.

RIVAROL : Pourquoi avez-vous écrit ce nouveau livre ?

Johan LIVERNETTE : La situation à Rome étant alarmante et la crise dans l'Église très grave, il m'a semblé nécessaire d'informer de manière complète sur ce qui s'y passe depuis la mort du pape Pie XII en 1958. Les soixante ans d'Église conciliaire sont retracés dans « Une loge maçonnique dirige le Vatican », dans un esprit de synthèse. Cela est important car il nous faut aller à l'essentiel, ne pas perdre le lecteur ou se perdre dans des futilités. Ce sujet n'a d'ailleurs rien de futile. Il importe au plus haut point car notre foi et même notre salut en dépendent



cuments prouvant cette conspiration furent publiés en 1859 par l'historien Jacques Créteineau-Joly dans son livre *L'Église romaine en face de la révolution* (éditions Saint-Rémi). Cette infiltration maçonnique a commencé bien avant le concile. Elle fut déterminante dans le projet de subversion de l'Église romaine. C'est bien connu : l'ennemi agissant à l'intérieur de notre camp est bien plus dangereux que celui qui agit à l'extérieur. Nous n'avons donc pas à ménager nos ennemis. Nous devons les dénoncer sans mettre de gants, très directement, avec le plus de vigueur possible.

J'ai consacré un chapitre entier sur cette infiltration maçonnique dans « Une loge maçonnique dirige le Vatican ». Des listes de francs-maçons ecclésiastiques et des documents importants y sont diffusés. Je pense notamment aux lettres de Marc Winckler et à l'article de Félix La-cointa. Il y a aussi diverses déclarations de monseigneur Marcel Lefebvre, de Malachi Martin et du journaliste Pier Carpi qui sont sans équivoque. Après avoir fait le tour de la question, cela ne fait plus aucun doute : la maçonnerie ecclésiastique a pris la direction du Vatican. Sa mainmise est incontestable. C'est elle qui a permis au lobby LGBT de faire pression sur Rome. Cette maçonnerie ecclésiastique est donc parvenue à noyauter le collège des cardinaux après l'avoir longuement infiltré. Sans elle, nous n'en saurions pas là.

R. : Votre travail s'apparente-t-il à celui de feu Don Luigi Villa ?

J. L. : Un peu oui. Il est étendu à la totalité des chefs de l'Église conciliaire. Concernant Paul VI et Jean-Paul II, le travail de l'abbé Villa m'a bien aidé. Ce dernier étant décédé en 2012, il n'a pas connu Bergoglio au pouvoir au Vatican. J'imagine ce qu'il aurait écrit à son sujet s'il était encore vivant ! Après réflexion *Une loge maçonnique dirige le Vatican* aurait très bien pu être dédié à cet homme d'Église qui fut un grand combattant contre la franc-maçonnerie ecclésiastique.

R. : Quels objectifs vous êtes-vous fixés avec l'écriture de ce livre ?

J. L. : Dans un premier temps, un objectif de vérités historique et dogmatique, afin d'en finir avec l'Église conciliaire issue de Vatican II, après avoir démasqué ceux qui ont opéré cette révolution destructrice. L'idée est de démontrer qu'une nouvelle et fausse religion est professée aujourd'hui à Rome et qu'il faut, plus que jamais, rester fidèle à ce que l'Église (d'avant Vatican II) a toujours cru et enseigné depuis Jésus-Christ et ses Apôtres. S'en référer aux Évangiles bien sûr, à la doctrine de saint Thomas d'Aquin, au concile de Trente, aux encycliques de papes comme Pie IX, saint Pie X, Léon XIII, Pie XI... tout en rejetant les nouveautés des modernistes de Vatican II. Il faut que cette contrefaçon d'Église s'écroule ! Alors aidons-la à s'écrouler et le plus vite possible !

R. : Quel est, selon vous, le pire des chefs de l'Église conciliaire ?

J. L. : Paul VI a fait énormément de mal en clôturant le concile tandis que Jean-Paul II, l'homme d'Assise, a fait beaucoup pour le judaïsme et l'œcuménisme. Ces deux marranes avaient une philosophie centrée sur l'homme. Cela dit, le plus abject de tous est selon moi Jorge Mario Bergoglio. Cet Argentin si anticatholique et si apprécié des juifs est particulièrement effrayant,

dans ses actes comme dans ses diverses déclarations. Il est difficile de faire pire que l'infâme François ! Sa grossièreté, ses hérésies et son positionnement pro-migrants devraient avoir au moins une utilité : faire prendre conscience au grand public qu'il n'est en rien le pape de la sainte Église catholique. Le problème est qu'en ces temps d'apostasie, les peuples ne croient plus en rien. Ils ne sont pas formés, n'ont pas de défenses immunitaires. Ils ont de plus en plus de difficultés à distinguer le vrai du faux, le bien du mal, la vérité de l'erreur, la justice de l'injustice, l'authentique de la contrefaçon. Du coup, nos ennemis peuvent se permettre à peu près tout et n'importe quoi, en politique comme en religion. Le plan de destruction de la contre-Église avance sans véritable résistance. Et l'on se demande bien comment tout cela va finir et comment la situation pourra un jour se redresser.

R. : Justement, quelle est la solution à cette crise qui semble insoluble ?

J. L. : Cela passe inévitablement par le rétablissement de la vérité à Rome. Comment et par qui ? C'est une autre question. Car le problème paraît, à vue humaine, insoluble. Prier pour la conversion de Jorge Mario Bergoglio est légitime. Mais ce n'est pas pour autant la solution à tous les problèmes. Car François serait-il pour autant un authentique pape ? En tant que simples laïcs, nous n'avons hélas pas le pouvoir d'écarter tous ces imposteurs du Saint-Siège (Bergoglio en tête) du Vatican. Cela est bien dommage car tous ces francs-maçons ecclésiastiques n'ont rien à faire dans le collège des cardinaux. Tous ces félons font un tort incommensurable à l'Église ! Nous ne voulons pas de ces gens-là. Eux et leurs prédécesseurs conciliaires portent une responsabilité immense dans le désastre actuel. Nul doute qu'ils seront jugés par le Très-Haut à la hauteur de leurs méfaits.

A notre niveau, à titre individuel, il est primordial d'appliquer les consignes de Monseigneur Henri Delassus dans *La mission posthume de sainte Jeanne d'Arc* : prière et pénitence. Tout pouvoir vient de Dieu. Lui seul peut résoudre le problème en intervenant d'une manière ou d'une autre. Les francs-maçons font confiance en l'humain. Faisons confiance à Dieu et œuvrons selon Sa Volonté.

Propos recueillis par Jérôme BOURBON.

Pour commander *Une loge maçonnique dirige le Vatican*, veuillez envoyer un chèque de 23 euros (frais de port inclus) à l'ordre de Johan Livernette à l'adresse suivante : Livernette Johan, BP 30042, 83040 Toulon cedex 9.



MÉLENCHON DANS SES ŒUVRES

Toute la France a suivi avec amusement ou indignation les frasques de l'excité bolchevik Mélenchon, durant la perquisition de ses locaux et de son domicile, s'exclamant avec l'humilité qui le caractérise : « Je suis sacré ». Il y a eu notamment cette séquence où Mélenchon imitait l'accent du Sud d'une journaliste, érucant à son intention : « Et alors ? Qu'esse-que-ça-veut-dire ? Non madame, vous ne savez pas de quoi vous parlez. Vous dites n'importe quoi. Quelqu'un a une question formulée en français ? Et à peu près compréhensible parce que votre niveau me dépasse, je ne comprends pas ». Pas sûr que ses électeurs marseillais apprécient ses considérations qui flirtent avec le mépris des ploucs qui ne savent pas parler "pointu". Toujours est-il qu'une députée macroniste, Laetitia Avia a réagi avec indignation (ces gens-là adorent s'indigner) en déposant une proposition de loi visant à punir les discriminations linguistiques, appelées "glottophobie". On aura au moins appris un nouveau mot. Laetitia Avia, née en Seine-Saint-Denis dans une famille d'origine togolaise, déclare fièrement qu'elle se sent concernée car elle a eu dans sa jeunesse un « accent de banlieue », qu'elle a malheureusement perdu. Elle avait déjà fait parler d'elle dans une affaire qui évoque furieusement le cannibalisme. Elle avait eu, le 23 juin 2017, à Saint-Mandé, une altercation avec un chauffeur de taxi. Le chauffeur accusait la députée de l'avoir mordu à l'épaule à la suite d'un différend lié au paiement de la course, ce qu'elle avait reconnu devant les policiers... Mais poursuivons notre cheminement du côté des grands malades. Pour les commémorations du centenaire de l'Armistice le 11-Novembre prochain, le déroulé du programme a été dévoilé en septembre dernier avec de nombreuses étapes commémoratives à l'occasion de cette date historique. Le programme prévoyait une « cérémonie d'hommage aux maréchaux de la Grande Guerre à l'hôtel national des Invalides » parmi lesquels figure bien sûr le Maréchal Pétain. Cette cérémonie, organisée par l'état-major des armées et le gouverneur militaire de Paris, devait se tenir en présence du Président de la République. L'Élysée, alerté du scandale par Mediapart, a fait disparaître, fissa, cet hommage, déclarant « ne pas comprendre comment une telle cérémonie s'est retrouvée là... » !

RIVAROL

19 avenue d'Italie 75013 Paris
Tél. : 06-40-87-72-79

Correspondance seulement

(Une permanence téléphonique est assurée le lundi et le mardi de 10h à 17h et le vendredi de 10h à 14h.)

www.rivarol.com et

www.boutique-rivarol.com

Rédaction : jeromebourbon@yahoo.fr

Administration : contact@rivarol.com

Hebdomadaire créé le jeudi 18 janvier 1951

FONDATEUR : René MALLIAVIN

(1896-1970)

Directeur de la publication et de la rédaction,

éditorialiste (depuis février 2010) :

Fabrice Jérôme BOURBON

E. U. R. L. « Editions des Tuileries », au capital de 51000 euros pour 99 ans, à partir du 20 mai 1949. Imprimerie : Paris Offset Print (POP) 30 rue Raspail, 93120 La Courneuve. — Dépôt légal : à parution — Gérant et associé : Fabrice Bourbon.

CPPAP n° 0223 C 82763, ISSN n° 0035 56 66.

ABONNEMENTS : 2 ans : 215 euros — 1 an : 125 euros — 6 mois : 70 euros — 3 mois : 40 euros —

soutien : 175 euros — propagande : 210 euros — 1 an (chômeurs, étudiants, lycéens, personnes en grande difficulté, ecclésiastiques et religieux) : 100 euros — Abonnement à vie à RIVAROL : 2000 euros — Abonnement à vie à RIVAROL et à *Écrits de Paris* : 3 000 euros.

ABONNEMENTS PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE : 12 euros par mois (il suffit de nous envoyer un IBAN et votre adresse postale complète).

ABONNEMENT NUMÉRIQUE 1 an : 80 euros (créer un compte sur le site <www.boutique-rivarol.com>)

ETRANGER : 1 an : 140 euros — 6 mois : 80 euros.

Supplément par avion : 24 euros pour un an et 12 euros pour 6 mois.

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 euros et la dernière bande (ou indiquer l'ancienne adresse). Ecrire nom et adresse en CAPITALES. Délai dix jours.

Règlement par chèque établi sur une banque domiciliée en France, à l'ordre d'Éditions des Tuileries ou virement à notre compte : La Banque postale IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 (BIC : PSSTFR PPAR)

Nouvelle-Calédonie, référendum du 4 novembre : et après ?

A dix jours du 4 novembre 2018, date du référendum sur l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie, n'est-il pas temps d'effectuer une brève revue d'effectifs 34 ans après les événements qui tinrent en haleine l'opinion française pendant plusieurs années ?

Caroline Machoro est présidente du FLNKS (Front de Libération Kanak et Socialiste). Elle est la plus jeune sœur d'Eloi Machoro, l'ancien leader indépendantiste responsable des événements de novembre 1984. Celui qui a mis le feu aux poudres lors des élections sur le Statut Lemoine, en détruisant à la hache les urnes du village de Canala. Puis en occupant le centre minier de Thio, avec prise d'otage de la population européenne. Lorsqu'il annonça qu'il allait attaquer Nouméa, il fut abattu sur un tir de sidération ordonné par Edgard Pisani, le Haut Commissaire nommé par le gouvernement socialiste.

Le FLNKS, principale formation indépendantiste, a appelé à voter « OUI » au référendum. Commentant un sondage qui donnait environ 70 % aux Loyalistes et 30 % aux Indépendantistes, elle s'est dite très confiante dans un vote majoritaire en faveur de l'indépendance. « *L'indépendance ne fait plus peur* » martèlent les sécessionnistes à qui veulent les entendre.

Caroline Machoro porte ce discours. « *La Calédonie est appelée un jour ou un autre à être indépendante* ». Le temps à l'évidence joue pour eux. Elle fera juste semblant de craindre que la forte immigration en cours vers la Nouvelle-Calédonie pourrait détruire les équilibres ethno-culturels. Sauf que seuls les Kanaks et ceux qui étaient inscrits sur les listes électorales en 1988, sont susceptibles de voter pour le référendum d'auto-détermination. En sorte que chaque année de nouveaux jeunes Kanak acquièrent le droit de vote. En sont exclus les non-Kanaks qui ne sont pas nés sur le Territoire et ne peuvent justifier de leur présence ou de celle de leurs parents en 1988.

Machoro n'est pas la seule dans ce camp à partager cet optimisme.

Paul Néaouty, président de la province Nord, chef de file et fondateur en 1975 du Palika, le Parti de Libération Kanak, premier mouvement radicalement indépendantiste, ne dit pas autre chose : « *N'ayons pas peur de la pleine souveraineté. Nous sommes déjà un pays quasi-indépendant, nous exerçons de nombreuses compétences et il n'y a donc pas de saut dans le vide* ».

Roch Wamytan, chef du groupe FLNKS au Congrès, est sur la même ligne. « *On est confiant, on a eu 30 ans pour se préparer à l'indépendance. Il y a eu des avancées significatives dont il faut se servir pour se projeter vers l'avenir. Le statu quo est une impasse* ». En cas de victoire au référendum, les indépendantistes prévoient une période de transition afin « *d'élaborer un partenariat entre le nouvel État — Kanaky-Nouvelle-Calédonie — et la France* ». Par partenariat il entend sans doute l'enveloppe de 1,3 milliard d'euros que la France verse chaque année à son lointain territoire.

Si en revanche, et comme c'est probable, le «NON» l'emporte, non seulement la France continuera à payer mais la réponse du FLNKS a été exprimée par son porte-parole, Daniel Goa : « *Pour nous, il n'est pas question de faire un nouveau statut tant que l'accord de Nouméa n'est pas éteint. On fait le référendum du 4 novembre, si c'est un échec, on refera un référendum en 2020 et si c'est encore un échec, on en refera un en 2022* ».

S'opposent à ces voix, d'autres plus radicales. L'USTKE, syndicat révolutionnaire, partisan d'une indépendance dure et le Parti Travailleuse dont Bové fut un des fondateurs avec l'actuel président de ce micro-parti, l'homme d'affaires et ancien fondateur de l'USTKE, Louis Uregei. Ces deux forma-

tions recommandent l'abstention au prétexte qu'un référendum sur l'autodétermination ne devrait concerner que les Kanaks. A méditer : où que ce soit dans le monde ce sont les plus intransigeants qui l'emportent dans ce genre de conflit.

LES LOYALISTES MÉFIANTS

Les récents sondages, au-delà des résultats conformes à ceux des élections récentes, divisent la population en deux blocs, 65 % / 35 %, confirmant une tendance lourde. Si l'indépendance fait peur, contrairement à l'opinion répandue par le FLNKS, c'est parce qu'une grande partie de la population craint les bouleversements qui l'accompagneraient. Mais pour nombre de sceptiques c'est une simple affaire de temps. Si au lendemain du référendum du 4 novembre la défaite des indépendantistes n'est pas suivie de troubles, ce sera un test décisif en leur faveur.

L'optimisme des responsables indépendantistes tranche avec l'humeur de bien des responsables européens. Sonia Backès, présidente des Républicains, craint que devant des sondages donnant une victoire facile aux Loyalistes, ceux-ci se démobilisent. Elle ajoute que plus l'écart entre le NON et le OUI sera important, plus il sera possible d'éviter un second, puis un troisième tour dont l'inutilité deviendrait flagrante pour les indépendantistes eux-mêmes. Pas sûr. En dépit des résultats des consultations passées, ces derniers n'ont jamais renoncé à leur projet.

Pour Philippe Gomès, le député centriste de la 2^e circonscription, les sondages sont conformes aux résultats des élections : autour de 40 % pour les Indépendantistes et de 60 % pour les Loyalistes. Beaucoup d'électeurs, dit-il, peuvent voter pour des candidats indépendantistes sans aller immédiatement à une telle rupture. « *Cela signifierait, affirme Gomès, que le pays serait capable d'être indépendant aujourd'hui et nombre d'indépendantistes ne le pensent pas* ». D'ailleurs tous les Kanaks ne sont pas pour l'indépendance. « *La revendication indépendantiste, rappelle ce vieux routier de la politique, s'est inscrite dans un moment de l'Histoire, les années 1970, les années 1980. Aujourd'hui on est quasiment en 2020. Dans un autre pays. Les Accords nous ont permis de parcourir un chemin considérable en matière d'identité, de développement, de capacité à nous gouverner nous-mêmes. Ce chemin-là aujourd'hui a vidé pour une part la revendication d'indépendance par rapport aux attentes initiales* ».

Sauf que ces «attentes» initiales sont rigoureusement identiques à ce qu'elles étaient il y a trente ans. Les forces qui pourrissent la Nouvelle-Calédonie de l'intérieur sont toujours aussi déterminées et nombreuses. Elles possèdent d'imprenables réserves de décomposition et de démoralisation. Depuis un demi-siècle le fanatisme, la colère, l'exaspération sont alimentés depuis la France, l'Europe, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis par des ultra-gauches subversives et provocatrices. L'anti-colonialisme est l'arme de destruction massive des Blancs. Elle ne disparaîtra pas parce que 70 % des habitants de la Calédonie s'y seraient opposés le 4 novembre.

Gomès ne semble pas avoir compris que le combat en cours en Nouvelle-Calédonie est d'abord idéologique. Lorsqu'il se présente en 2009 devant le Congrès qu'il préside afin d'y prononcer son Discours de Politique Générale, il énumère les cinq axes qu'il entend appliquer à la Calédonie : « Terre de parole », « Terre de partage », « Terre de Développement », « Terre de Respect », « Terre de Vivre Ensemble ». Un langage et des mots expressément kanaks. En empruntant à ces derniers leur façon de s'exprimer et de penser, il montre qu'il a rendu les armes. Et que son adversaire, à

l'évidence, le domine parce qu'il impose la forme du débat. Le Préambule de l'Accord de Nouméa n'énumère-t-il pas tout ce qui est ajouté à l'identité des Kanaks et tout ce qui est retranché à celle des Européens ?

Le discours des Indépendantistes contredit ce qu'affirme Gomès. La revendication d'indépendance n'a pas été vidée de quoi que ce soit « *par rapport aux attentes* ». La situation reste la même avec les menaces qui périodiquement mettent certaines tribus en état de sédition armée.

En revanche, depuis quarante ans, le gouvernement et l'opinion majoritaire calédonienne annoncent que leur priorité est d'empêcher que les troubles des années 1980 ne se reproduisent. Ils sont prêts, disent-ils, à tous les renoncements pour y parvenir. Les Kanaks ne sont nullement dans cette posture. Ils n'ont cessé de grignoter aux autres ce qu'il leur restait d'autorité. Lors des Accords de Matignon et de Nouméa, ils ont obtenu la reconnaissance de toutes leurs revendications — du sénat coutumier aux signes identitaires — nom, drapeau, hymne, etc. dont il est bien précisé dans le préambule de l'Accord de Nouméa « *qu'ils exprimeront la place essentielle de l'identité kanak* ». De la dénonciation

du colonialisme à l'affirmation du droit de premier occupant. Du renforcement des coutumes étendues à l'ensemble du Territoire au retrait du droit démocratique de vote infligé à un nombre considérable de citoyens du fait de leur origine. De la *communauté de destin acceptée* pour les uns à la *communauté de destin choisie* pour les autres. Réunies dans un *futur partagé*. Là aussi le langage utilisé par les rédacteurs du texte des Accords, trahit, derrière le jargon, la volonté de transformer insensiblement la Nouvelle-Calédonie en Kanaky.

D'autant que tous savent bien que ce référendum est une farce. Si 30 % du Congrès le réclament, un autre référendum aura lieu deux ans plus tard. Et si le NON l'emporte encore, en 2022 un troisième référendum sera organisé. Dans l'intervalle, alors que le corps électoral des «immigrés» sera bloqué, des milliers de primo-électeurs non kanaks, formatés au système hybride dominant, se seront fondus dans ce dernier, revendiquant eux aussi les attributs risibles d'une indépendance de pacotille très probablement contrôlée par la Chine ainsi qu'on le voit au Vanuatu voisin.

René BLANC.

Une génération de jeunes Caldoches déracinés et déracinés

Peu à peu montent des générations de Calédoniens Blancs, lobotomisés, militants d'une Calédonie multiraciale dont le Kanak, le Polynésien et le métis seront les seuls à être légitimes sur le Territoire comme vis à vis des instances internationales.

Cette Nouvelle-Calédonie devenue Kanaky sera dominée, ainsi qu'il est indiqué dans le Préambule de l'Accord de Nouméa, par la coutume et par les traditions autochtones qui représenteront l'identité profonde du nouveau pays. C'est dans ce moule que se fondront les générations de non-Kanaks qui ont grandi dans le *foutoir* du « Destin commun ».

Depuis trente ans l'idéologie multiraciale d'ultra-gauche a dicté tous les mots d'ordre diffusés depuis Paris et relayés par les puissantes radio et télévision d'État, par l'école, l'université, la plupart des organisations sportives et de loisirs, les partis politiques, les associations culturelles et culturelles.

A ce totalitarisme ethnocentré vient se coller un totalitarisme anti-colonial, qui, dès la maternelle, instille dans le cerveau du petit Blanc une mauvaise conscience et un sentiment de culpabilité qu'il traînera tout au long de son adolescence jusqu'à ce que la repentance l'en délivre.

Ces nouvelles générations dites *Caldoches* ont vu au fil des années leur passé dénoncé, calomnié, discrédité. Leur culture humiliée, leurs ancêtres traînés dans la boue, leurs monuments souillés, leur Histoire réécrite. Tandis que les Kanaks n'ont cessé depuis quarante ans d'être glorifiés, encensés, vénérés et partout présentés comme des victimes de l'Histoire. Alors que depuis un siècle et demi leur cosmogonie a été strictement respectée, leurs immenses territoires tribaux sous-peuplés protégés, leurs langues maintenues, leurs lignées conservées en dépit de la multiplication des métissages ? Lesquels jusqu'aux plus hauts échelons de la grande bourgeoisie caldoche sont un cinglant démenti à l'affabulation raciste. Les Accords de Nouméa ont été un formidable accélérateur dans la dynamique hégémonique de la coutume, des traditions et des racines kanaks. Tandis que les petits Mélanésiens redécouvrent en accéléré le culte de leurs ancêtres et le respect de la coutume, les enfants blancs déchristianisés et déracinés sont familiarisés très tôt avec les rêves et traditions mélanésiennes.

On enrichit les uns, on appauvrit les autres. Mehdi Lallaoui est un Algérien né en France.



Medhi Lallaoui : « Au nom de la Mémoire ». La sienne est triple : mémoire de l'immigration, mémoire de la banlieue, mémoire de la colonisation. Il a consacré 7 enquêtes sur la Nouvelle-Calédonie. Uniquement aux Kanaks.

Cinéaste, depuis trente ans il a réalisé plusieurs dizaines de films. La plupart contre la guerre d'Algérie et contre le colonialisme. Plusieurs en défense des Kanaks et dénonçant les traitements dont ils auraient été victimes. Jamais un mot de compassion pour les Européens coloniaux où qu'ils soient. Il vient de commettre une nouvelle œuvre à charge contre la Calédonie Française, aussitôt diffusée sur les écrans du Territoire : « *Kanaky-Nouvelle-Calédonie : La métamorphose du Caillou* ». Une heure d'antenne. 90 % consacré aux Kanaks. Quelques minutes au récent voyage du Président dans l'archipel. Trois minutes à une interview de Sonia Backès en contrepoint d'une autre de Caroline Machoro. On remarquera le passage de deux jeunes femmes. Rose Baré est agent contre les risques de l'alcool. Son père est Kanak et sa mère Futunienne. Elle est pour l'indépendance mais votera contre parce qu'elle estime que la Calédonie n'est pas prête. La seconde, Amandine Darras, est une grande jeune fille blonde, issue d'une vieille famille de colons bouraillais. Chargée de communication, elle prépare une thèse sur le développement durable en Nouvelle-Calédonie. D'entrée elle précise avec une pointe de fierté qu'elle possède des Kabyles dans sa famille. Une rapide recherche montrera qu'elle est complètement investie dans le milieu tribal kanak et annonce sans fioriture qu'elle votera OUI au référendum.

Lallaoui ne l'a pas choisie au hasard. Elle est très représentative de ces descendants de Caldoches qui ont refoulé tous leurs repères ethniques et identitaires. Et s'en étant débarrassés, ils sont désormais libres de se fondre dans cette communauté qui en deux ou trois générations n'aurait plus rien d'euro-péen.

R. B.

Bolsonaro, un candidat d'extrême-droite à la ve

J'AI Bolsonaro est le candidat, à la limite de la droite et l'extrême-droite — si l'on est sérieux, il y a plutôt un continuum, pas un fossé entre les deux —, qui a créé la surprise au premier tour de l'élection présidentielle brésilienne du 7 octobre 2018, avec 46 % des voix, soit un peu moins de 50 millions d'électeurs. Il a devancé de loin son adversaire du second tour, Fernando Haddad, du communiste trotskyste Parti des Travailleurs PT, avec 29 % des voix et 31 millions d'électeurs. Le Parti des Travailleurs est le grand parti de l'extrême-gauche brésilienne, au pouvoir sous les présidents précédents Lula da Silva (2003-2011) et Dilma Rousseff (2011-2016). Le troisième a été Ciro Gomes du PDT — Parti Démocratique des Travailleurs, un des multiples partis socialistes du Brésil —, avec 12 % des voix et 13 millions de votes. Les autres candidats ont obtenu des scores dérisoires. La participation a été importante, avec un taux de 80 %. Les Brésiliens ont voté en masse, et pour un changement radical, au moins en apparence.

Mais s'agit-il pour autant sinon d'un vote pour le "fascisme" comme cela est affirmé par la bonne conscience de la gauche internationale effrayée au Brésil comme en France, du moins d'un vote d'extrême-droite ? Ce n'est pas évident, et nous ne le pensons pas, même si ce qualificatif courant — dont on affuble par exemple bien à tort Marine Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan ou Laurent Wauquiez — n'est pour une fois pas totalement absurde.

BOLSONARO EST-IL D'EXTRÊME-DROITE ?

Bolsonaro lui-même a refusé, avec l'indignation de rigueur, l'étiquette jugée communément, bien à tort, infamante. Nous aurions tendance à accepter ses dénégations, surtout que Bolsonaro ne recule pas d'ordinaire devant les provocations de toutes natures, racisme et sexisme inclus. Pourtant, il faut reconnaître qu'il n'en est pas si loin : certaines affiches de campagne mettent en valeur le slogan « pour Dieu, la Famille, la Patrie », ce qui correspond à la devise de Saint Eloi —, un slogan inenvisageable pour un candidat à la présidentielle dans notre pays. La Révolution positive au Brésil est que des slogans de ce type étaient inattendus : la patrie fait certes l'objet d'un consensus ou presque, mais pas du tout les autres termes. La famille a été très attaquée par des réformes sociétales récentes,



D.R.

Bolsonaro en campagne

permettant par exemple le "mariage" homosexuel, et Dieu n'est pas invoqué par l'extrême-gauche jusqu'ici dominante du Parti des Travailleurs, le PT. Le parti de Bolsonaro est simplement patriote et libéral, ce qui est insuffisant pour lui conférer l'étiquette d'extrême-droite.

Bolsonaro n'est par exemple nullement préoccupé par la question raciale. Bien au contraire Bolsonaro se veut le président d'absolument tous les Brésiliens, de toutes les races ; il professe ce message intégrateur commun au Brésil depuis l'avènement de la république dans les années 1890. En ne voulant pas de noirs dans sa famille, il n'a professé tout haut qu'un non-dit assez commun dans l'élite blanche traditionnelle. Cette dernière a toujours été très ouverte au métissage pour les Blancs pauvres, espérant de cette sorte "blanchir" le peuple — et jusqu'en 1970, on disait « blanchir la race » —. Historiquement, c'est l'inverse qui a eu lieu, les descendants métissés de noirs revendiquant avant tout leur caractère noir, même partiel, phénomène amplifié par des décennies de gauchisme culturel et institutionnel. Sur le long terme, une éphémère expérience Bolsonaro risquerait de ne modifier en rien la trajectoire historique en cours d'africanisation du Brésil.

LA QUESTION RACIALE OCCULTÉE

D'aucuns pensent qu'à long terme le salut des Blancs du Brésil actuel ne résiderait que dans une sécession de l'Extrême-Sud, seule région — couvrant les trois Etats de Rio Grande do Sul, Santa Catarina, Paraná —, où ils sont encore nettement majoritaires. La décennie à venir serait celle de la dernière chance des blancs de reprendre la majorité du Brésil, dont Rio de Janeiro, Sao Paulo et Brasilia, en n'abandonnant que le Nordeste aux noirs : or, c'est précisément le combat que Bolsonaro n'entend pas mener, en professant au contraire la croyance mythologique anti-raciste. Bolsonaro ne veut pas voir le problème majeur réel de son pays, avant même la délinquance. Cette dernière est aussi assez largement une conséquence de son africanisation générale. Il ne s'agit probablement pas d'un pur hasard si Rio de Janeiro ressemble de plus en plus, pour le pire, à Lagos. On observe du reste désormais ce même phénomène en France, et c'est si vrai que même un sioniste (donc *a priori* protégé) comme Zemmour est puni officiellement par la "justice" gauchiste pour oser le constater.

Sur le plan démographique, à l'heure où les noirs et métis sont en train de devenir majoritaires, un dirigeant brésilien d'extrême-droite blanche, ferait aussi tout pour promouvoir la natalité blanche — alors qu'elle est particulièrement déprimée —, proposerait des lois sociales en faveur des Blancs, au lieu d'un ultralibéralisme

qui ferait souffrir aussi les nombreux Blancs pauvres... Avec Bolsonaro, la natalité des Blancs pauvres risque au contraire de chuter encore davantage.

Ainsi, il faut bien constater que les quelques petites plaisanteries racistes de Bolsonaro n'ont rien à voir avec ce que serait un véritable programme nationaliste d'extrême-droite de ce type pour le Brésil. D'ailleurs, même si dans un vote très racialisé, cette population noire n'a pas voté en majorité pour Bolsonaro, contrairement à toutes les autres, imposant un deuxième tour, mais pour le communiste Parti des Travailleurs, le PT, beaucoup de noirs, avant tout las de l'insécurité généralisée, ont quand même déposé des bulletins de vote à son nom dans les urnes.

BOLSONARO EST-IL ASSURÉ D'ÊTRE ÉLU AU SECOND TOUR ?

Les derniers sondages pour le premier tour donnaient Bolsonaro à plus de 30 %, voire à 40 %, et il a finalement dépassé les estimations les plus hautes. Il y a six mois, les observateurs sérieux le donnaient à 20-25 %, soit au seuil dans les faits de la qualification au second tour, mais sans la certitude d'y être, et en revanche avec la certitude d'être battu par un « front populaire antifasciste » au second tour. Son score est tel que son élection au second tour le 28 octobre est désormais probable. Il risque seulement d'être assassiné, tant est forte la haine des gauchistes contre lui ; grièvement blessé par un militant d'extrême-gauche le 6 septembre 2018, il a mené les dernières semaines de sa campagne de sa chambre d'hôpital. L'événement a gêné ses adversaires, bien obligés de condamner, du bout de lèvres, une tentative de meurtre politique.

En outre, les nombreux partis politiques brésiliens de gauche et d'extrême-gauche se détestent terriblement entre eux, et le front uni contre Bolsonaro, surtout le front uni derrière le PT particulièrement honni, n'est vraiment pas évident, même si tous sont contre le "fascisme" et le « nouvel Hitler ». Cette comparaison galvaudée est une absurdité évidente en soi, comme toute comparaison entre l'Allemagne de 1933 et le Brésil de 2018, à l'évidence deux mondes radicalement différents. En outre, elle s'avère particulièrement incongrue avec Bolsonaro, qui confondant comme tant de chrétiens évangélistes l'ancien Israël et l'entité sioniste, sa grossière contrefaçon actuelle, se proclame un ardent sioniste, ce dont on ne le félicitera pas. Il a même multiplié les déclarations très hostiles à la création d'un Etat palestinien, officiellement soutenu par le PT et la grande majorité de la classe politique brésilienne.

Le candidat résiduel du Système, est M. Haddad, du Parti des Travailleurs. Le PT a mené une très mauvaise stratégie de campagne en misant tout, jusqu'à l'été dernier, sur l'ex-président Lula da Silva, en prison pour corruption depuis le 7 avril 2018, et resté populaire auprès de son noyau électoral. La Cour Suprême brésilienne, le 31 août 2018, dans une décision inattendue, pourtant loin d'être insoutenable juridiquement, faisant jurisprudence, a déclaré que non seulement un prisonnier condamné définitivement ne peut pas voter, mais ne peut pas être élu non plus. Haddad est donc un remplaçant d'urgence, qui du reste a réussi quand même à se qualifier pour le second tour, ce qui n'était vraiment pas évident il y a quelques semaines. Les media gauchistes français, déjà dans un monde imaginaire lors de leur description de notre pays, ont fait très fort cette fois pour le Brésil, en menant campagne pour Lula et la candidate gauchiste-écologiste M^{me} Marina Silva ; les juges ou électeurs brésiliens n'ont pas du tout suivi leurs conseils ; M^{me} Silva, que d'aucuns avaient désignée à Paris comme la prochaine présidente du Brésil, incarnant leurs rêves puisque écolo-marxiste et noire a récolté 1 % des voix !

Les sondages donnent depuis deux semaines une confortable avance à Bolsonaro pour le second tour avec 56 % à 60 % des voix, et une moyenne de 58 %. Les sondages du premier tour avaient été d'une fiabilité discutable, tout en percevant de façon malgré tout exacte les grandes tendances, en particulier la poussée populaire majeure en faveur de Bolsonaro, à l'œuvre au premier, comme, semble-t-il au deuxième tour.

Le Système profond brésilien a organisé contre Bolsonaro un véritable mois de la haine, qui rappelle la campagne du deuxième tour contre Jean-Marie Le Pen en 2002 en France. Le "fascisme" s'imposerait au Brésil, sans révolte — et ce mot pour le moins très fort est employé — des citoyens. Les grands media, la justice aux ordres, les lobbies multiples — les racistes antiblancs, les féministes, les minoritaires sexuels, etc. —, mobilisent des foules hostiles et violentes. Les gangs des favelas, se sentant menacés, font aussi défiler leurs affidés pour « défendre la démocratie contre le fascisme »...

Bolsonaro dispose pourtant de relais médiatiques privés favorables, qui réalisent des contrefeux effectifs et largement efficaces. Alors se déchaînent les procédures judiciaires contre eux. Certains, dans une atmosphère hystérique, ont assurément diffusé des fausses nouvelles — dites en anglais globalisé, même plus traduit communément en la langue de Molière, « fake news » — attaquant Haddad. Mais ces quelques soutiens maladroits, et mêmes douteux — de sombres machinations sont loin d'être exclus —, ne sont en aucun cas directement liés à Bolsonaro. Les fausses nouvelles hostiles à Bolsonaro, massivement diffusées par ses adversaires, ne font, elles, l'objet d'aucune poursuite judiciaire. Le candidat a certes tout de même poursuivi en justice quelques-uns de ses pires calomnieux, mais le phénomène est resté très marginal.

Des juristes militants brésiliens assurent même que la diffusion de fausses nouvelles pourrait conduire à l'invalidation du scrutin. Sur le plan juridique théorique, cette approche se défend. Mais il y a une véritable inversion accusatoire, car le candidat de très loin le plus calomnié est assurément Bolsonaro, non son concurrent. Même après la probable élection de Bolsonaro, ses ennemis ne désarmeront manifestement pas, et feront tout pour le renverser, soit en instrumentalisant la "justice", soit en organisant un travail de sape de sa majorité parlementaire, certes nette, mais structurellement composite et fragile.

UNE VRAIE DYNAMIQUE POLITIQUE DE RUPTURE MAJEURE AVEC LE SYSTÈME

Bolsonaro a complètement perturbé le jeu politique brésilien se jouant pour l'essentiel entre les néo-trotskystes du Parti des Travailleurs et les socialistes du Parti Socialiste Brésilien. En France, les media français se font plaisir et désinforment en parlant de gauche et droite pour extrême-gauche et gauche ; le PSB est un vrai parti socialiste membre de l'Internationale Socialiste, comme le PS en France ou la SPD en Allemagne. Entre ces deux pôles s'agrègent ou se désagrègent des dizaines de petits partis, presque tous à gauche ou à l'extrême-gauche, certains étant au plus centristes ou démocrates-chrétiens, dont pour les plus importants historiquement le Parti Social-Démocrate du Brésil ; le PSDB est classé, comme son nom ne l'indique pas, dans les démocrates-chrétiens, affilié à l'Association chrétienne-démocrate d'Amérique, ce qui en fait, au mieux, un parti de centre-gauche. Le président sortant Temer (2016-2018), ne pouvant se représenter politiquement à cause d'une popularité culminant à 5 %, appartenait à un de ces petits partis, le PMDB — Parti du Mouvement Démocratique Brésilien —.

Les élections législatives, qui ont eu lieu en même temps que le premier tour de la présidentielle, ont maintenu une structure très éclatée du parlement à Brasilia, avec plus d'une

Bulletin d'abonnement à RIVAROL

NOM :

Prénom :

Courrier électronique :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Pays :

Formule d'abonnement (cochez la formule choisie) :

 Trois mois : 40 € Six mois : 70 € Un an : 125 € Deux ans : 215 € Soutien 1 an : 175 € Propagande 1 an : 210 € A vie : 2000 € (3000 € avec l'abonnement à vie à *Ecrits de Paris*) Un an pour personnes en grande difficulté : 100 € Numérique : 80 € (150 € pour un abonnement papier et numérique) Prélèvement mensuel : 12 € par mois (15 € pour un abonnement à *Ecrits de Paris* en plus de celui de RIVAROL)

IBAN et BIC pour les abonnements par prélèvement mensuel :

Chèques à l'ordre des Editions des Tuileries.
Editions des Tuileries, 19 avenue d'Italie, 75013 Paris.

Veille d'être élu président du Brésil ?

vingtaine de partis se partageant 513 sièges. Le mode d'élection est particulièrement complexe, proportionnel par grandes circonscriptions et préférentiel, ce qui le rend illisible pour beaucoup d'électeurs et éveille toujours des soupçons de manipulations. Cependant a lieu une poussée à droite, le Parti Social-Libéral, le PSL, hier groupusculaire, mais relancé par l'adhésion récente de Bolsonaro, a réalisé une percée avec 52 sièges, obtenant la deuxième place derrière son opposant absolu le PT — 56 sièges, net recul nonobstant —. Bolsonaro devra se livrer à des manœuvres postélectorales complexes pour former une majorité ; selon les observateurs de la politique brésilienne, il devrait y arriver sans trop de difficultés. Beaucoup de petits partis du centre et du centre gauche iront à la soupe, suivant l'expression consacrée. En revanche, Bolsonaro aura des difficultés à faire voter ses réformes les plus libérales ; elles devraient être atténuées, réécrites, suivant des traditions parlementaires brésiennes séculaires.

Bolsonaro figure donc très loin en tête du premier tour, avec 46 % des voix. Il assure même que, sans les fraudes manifestes, en effet crédibles voire probables, il n'aurait pas perdu les quelques points le séparant d'une victoire au premier tour. De nombreux scrutateurs de gauche et d'extrême-gauche ont certainement trafiqué bien des résultats au nom de leur idéal "antifasciste" — sauver « malgré lui » le peuple votant "mal" est tout à fait dans leur conception des choses —, mais le raz-démarée en faveur de Bolsonaro a été tel que les résultats officiels demeurent malgré tout des plus nets.

LE BRÉSIL, ENCORE UN PAYS D'AVENIR, EN CRISE

Le Brésil compte 210 millions d'habitants, et occupe la moitié de l'Amérique du Sud. Ce pays est un Etat-continent vaste comme l'Europe, couvrant 8,5 millions de kilomètres carrés, à l'unité favorisée par une masse continentale massive et continue, et dont la langue est le portugais, à quoi il faut ajouter historiquement l'unité religieuse autour du catholicisme. Cette dernière est désormais très érodée du fait d'une sécularisation massive et des conversions en nombre au protestantisme évangélique, depuis les années 1960-1970. Ce protestantisme s'appuie vraiment sur la Bible, au contraire des libéraux dégénérés des dénominations historiques en Europe ou en Amérique du Nord, et condamne les mauvaises mœurs, l'avortement, défend la stabilité familiale. Mais il permet divorce et contraception, du reste massivement pratiqués malgré toutes les condamnations du catéchisme par les populations d'origine catholique.

La grande fragilité structurelle du Brésil réside dans sa fracture ethnique : le pays compte une moitié de Blancs, très majoritaires dans le Sud et *a fortiori* l'Extrême-Sud frontalier de l'Uruguay, et une moitié de noirs et de métis — la frontière entre les deux étant particulièrement floue et variable —, majoritaire dans le Nord-Est. Les Indiens ont pratiquement disparu. Le Nord-Est relève pour les populations et le niveau de richesse de l'Afrique noire, tandis que l'Extrême-Sud est quasiment européen.

Le pays est à un stade de développement intermédiaire, entre pays développés — avec secteur industriel et des services modernes — et pays sous-développés — avec une pauvreté massive frappant entre un quart et la moitié de la population —, depuis 1960, voire 1890. On connaît le bon mot de Clemenceau, après une visite sur place à la fin du XIX^e siècle : « oui, certainement, le Brésil est un merveilleux pays d'avenir... et il le restera ». La richesse globale, avec un PIB à 1 800 milliards de dollars, est équivalente à celle de l'Italie, pour une population 3,5 fois supérieure. Comme en Italie, l'économie est en stagnation ou en récession depuis une décennie, même si les facteurs explicatifs ne sont pas les mêmes. Les rêves d'émergence du Brésil se voyant comme une grande puissance comptant dans

le monde, courants vers 2005, à l'apogée de l'ère Lula, ne sont plus du tout d'actualité. Les Brésiliens rêvent surtout de retrouver croissance, emploi et sécurité.

Les vingt dernières années de triomphe du gauchisme culturel ont eu les mêmes conséquences qu'ailleurs dans le monde, de la France au Venezuela : la délinquance a explosé, et les criminels, lorsqu'ils sont arrêtés, sont libérés par des juges complaisants ou condamnés à des peines dérisoires. Quant aux prisons, elles sont de notoriété publique tenues dans les faits par les criminels, qui ont fait régner leur loi ; les régulières tentatives de reprise en main de prison se soldent par des insurrections des prisonniers, armés, et des centaines de morts. Aussi sont-elles rares. Les politiques gauchistes sont, comme partout, un mélange du fanatisme d'Eva Joly et de la lâcheté de François Hollande, donc les choses ont continué à empirer au fil des ans. Bolsonaro a promis la fin de l'insécurité, et même d'abattre des dizaines de milliers de criminels : ce qui a fait hurler au fascisme la bonne conscience de gauche a énormément plu aux électeurs, qui ont voté avant tout pour ce programme sécuritaire. L'ultralibéralisme de Bolsonaro, plutôt suicidaire électoralement, a été largement considéré comme secondaire, après cet impératif sécuritaire.

QUI EST VRAIMENT JAIR BOLSONARO ?

Jair Bolsonaro, ce sémianné sexagénaire est certes un ancien militaire, un capitaine des parachutistes, élément répété *ad nauseam* par les journalistes hostiles qui veulent en faire un militaire quasiment putschiste, mais il fait de la politique à plein temps depuis des décennies. On pourrait plutôt voir en lui un professionnel de la politique, même si en France comme au Brésil cette définition ne flatte guère.

Régulièrement réélu, depuis octobre 1990, comme député de petits partis patriotiques et sociaux brésiliens — avec 7 étiquettes successives différentes ! —, il n'a pendant très longtemps pas fait parler de lui. Au moins a-t-il été un des très rares parlementaires brésiliens absolument intègres. Au Brésil, la corruption frappe de manière massive absolument tous les partis en place, qui ont tendance à changer de nom après les scandales les plus énormes.

Bolsonaro a émergé sur la scène médiatique en 2016, lors des débats sur la destitution de la présidente Dilma Rousseff. Il a alors expliqué son vote contre la présidente d'extrême-gauche, issue du néo-trotskyiste Parti des Travailleurs, le PT, en dénonçant avec virulence sa nature corrompue, et ce sans hypocrisie évidente contrairement à la majorité de ses collègues peu crédibles dans les leçons de morale, mais en stigmatisant aussi franchement son "communisme", et au-delà les positions de son parti contre les bonnes mœurs et la religion. Nous avons relu le texte de ses envolées lyriques de cette époque, et il faut reconnaître que c'est du grand art oratoire. Il dénonçait avec virulence et sans nuance une présidente gauchiste qu'il considérait comme une abominable pécheresse publique, une blasphématrice, une sorcière possédée par le démon. Il avait aussi à cette occasion brisé le tabou de la période de la dictature militaire brésilienne (1964-1985), lui reprochant non pas d'avoir persécuté les gauchistes — comme Dilma Rousseff ou Lula — et les bandits, mais d'avoir fait preuve de mollesse à leur sujet, expliquant ainsi le naufrage du Brésil ! Le personnage s'est ainsi fait connaître.

Bolsonaro se présente en fervent chrétien. Il a été baptisé en 2016 par un pasteur évangélique, dans l'eau du Jourdain, dans l'entité sioniste — qu'il confond avec l'Israël biblique, bien à tort —, et se montre un néoprottestant exalté, après des décennies de catholicisme de façade. Ce champion affiché de la famille chrétienne en est quand même à son troisième mariage, après deux divorces. Il a des grands fils de précédentes unions, qui ont participé à sa campagne, et sont députés ou sénateurs. Les pasteurs protestants qui jouent désormais un grand rôle politique



et sociétal au Brésil, avec 20 à 30 % de la population dans leur mouvance, ont fait campagne pour Bolsonaro, commandant à leurs fidèles de voter pour lui, sous peine de péché mortel. Pendant ce temps, le clergé "catholique" conciliaire, en décomposition doctrinale et morale sous le "règne" de Bergoglio-François, un correspondant argentin très proche de leurs idées moyennes, n'a pas osé appeler cette fois à voter, avec un peu plus de prudence formelle ou d'hypocrisie que les pasteurs, pour l'extrême-gauche athée du PT ou pour des petits partis concurrents. Ces derniers sont en effet trop discrédités du fait de leur corruption massive et de leur incapacité manifeste à redresser l'économie brésilienne et à contenir la délinquance.

UN PROVOCATEUR HABILE ET INTELLIGENT QUI RESSEMBLE À TRUMP À BIEN DES ÉGARDS

Bolsonaro s'est donc présenté à l'élection présidentielle d'octobre 2018, comme le candidat contre le Système. Il a osé se diaboliser lui-même à outrance durant la campagne. Il a blasphémé contre tous les canons du politiquement correct, se déclarant favorable à une lutte énergique, à balles réelles, contre les bandes criminelles qui ravagent impunément les villes brésiennes — et libérées, lorsqu'elles sont arrêtées, chose rare, par les mêmes juges gauchistes qu'en France —, l'enfermement de tous les hommes politiques corrompus — soit des dizaines de milliers ! —, la fin de l'avortement — meurtre pur et simple —, la restauration de la promotion publique des bonnes mœurs... Bolsonaro entend défendre la famille, la vraie, et a déclaré sa répugnance instinctive pour les minoritaires sexuels — auxquels il a conseillé le "suicide", une boutade, paraît-il —, et son hostilité aux unions interraciales ; il fait « confiance à ses fils, bien élevés, pour ne pas épouser de femmes noires »... Il a multiplié les énormes provocations, dans un pays gangrené par le gauchisme culturel, et a défié tous les conseillers politiques qui auraient défini une telle attitude comme suicidaire. Toutefois, ces provocations ont parfois été suivies de rétractations partielles, comme celle marquant sa sympathie pour les « mères lesbiennes », en tant que mères... Enfin, on retrouve dans une certaine mesure l'effet de Donald Trump à l'automne 2016, celui d'une brise rafraîchissante chassant un brouillard oppressant et irrespirable d'interdits gauchistes de plus en plus développés.

Cependant, s'il peut tenir des propos rafraîchissants, que ce soit dans la provocation face à l'ennemi idéologique gauchiste de toute nation ou par leur pertinence en soi, il faut tout de même relever que Bolsonaro, s'il possède un instinct sûr, n'a vraiment pas de doctrine d'extrême droite structurée. Sur le plan éco-

nomique, il prône au contraire un ultralibéralisme caricatural, importé de l'École de Chicago, à la mode dans les années 1970. C'est d'ailleurs une conversion des plus récentes d'un député jusque-là dans la mouvance d'un patriotisme économique et d'une pensée sociale assez consensuels au Brésil. S'il y a un certain assistanat, doublé d'une discrimination positive profitant massivement aux pauvres de couleur — les Blancs sont oubliés ! —, contre-productif, à réformer au Brésil, surtout que l'Etat n'en a plus les moyens, la radicalité qu'il professe est peu raisonnable, ou même peu crédible. Il renvoie à ses conseillers pour les détails en ces matières qu'il avoue ne pas maîtriser... L'opposition frontale au gauchisme dominant la classe politique brésilienne, sentiment sain, l'a conduit parfois trop loin. Ces aspects de son programme paraissent inapplicables, comme la suppression totale des aides sociales, ou *a fortiori* celle des hôpitaux et des écoles du secteur public...

QUEL AVENIR POUR LE BRÉSIL ?

S'il n'est pas assassiné, et le risque est très réel, Bolsonaro devrait logiquement être élu prochainement président du Brésil. Les juges gauchistes brésiliens feront tout pour le salir, avant comme après son élection, en s'en prenant sinon à lui directement, car il est effectivement intègre, du moins à ses proches, dont les hommes d'affaires qui le soutiennent. Est-il possible de s'enrichir au Brésil en demeurant parfaitement honnête, en ne payant jamais aucun fonctionnaire ? C'est douteux.

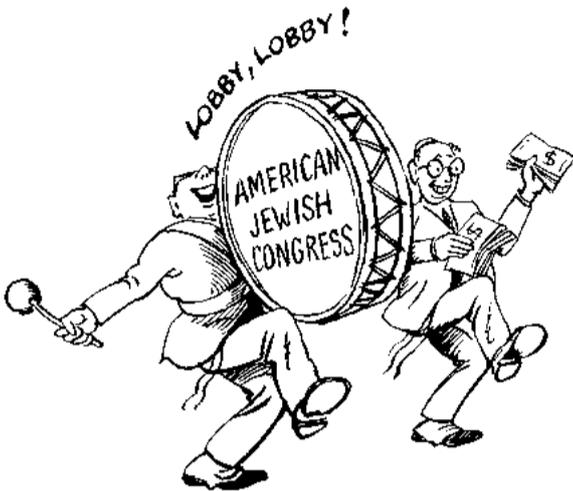
Bolsonaro pourra-t-il vraiment appliquer son programme de rupture ? C'est improbable. En effet, il devrait disposer d'une majorité au parlement, mais d'une majorité de ralliés opportunistes et certainement pas de convaincus, et craignant de voter pour toute mesure impopulaire dans l'optique de leur réélection. La politique réelle d'un gouvernement Bolsonaro risquerait de se limiter à un programme d'austérité, luttant contre les déficits publics et l'inflation, le tout s'accompagnant de privatisations. Soit ni plus ni moins que ce que réalise actuellement le président libéral Macri en Argentine depuis 2015, sans grand succès économique puisqu'il vient de faire appel au FMI. La profonde crise économique actuelle latino-américaine ne se limite pas à des excès de socialisme à purger. Bolsonaro néglige ainsi la nécessité du protectionnisme pour l'industrie brésilienne, face à la concurrence chinoise en particulier, mesure qui irait contre ses nouvelles convictions ultralibérales libre-échangistes ; il est vrai que ses positions sur ce point essentiel sont peu claires, car il a été un protectionniste flamboyant il y a peu.

La grande inconnue reste la question sécuritaire. L'épreuve de force avec les délinquants, surarmés, et qui tuent des dizaines de milliers de personnes par an, et leurs alliés, les juges gauchistes, s'annonce particulièrement difficile. Les adversaires de l'ordre peuvent compter aussi sur les journalistes gauchistes pour amplifier médiatiquement la moindre bavure, le moindre massacre, opéré par l'armée ou la police, que ce soit vrai ou faux, ou exagéré. Cette agitation médiatique pourrait gêner considérablement le gouvernement. Dans les conditions actuelles du Brésil, la reprise en main du pays s'apparenterait à des opérations de guerre, et de très nombreux morts seraient hélas inévitables. Bolsonaro fait preuve, dans ses discours, de toute la volonté nécessaire, et d'un véritable appui populaire ; mais cette volonté résistera-t-elle aux premiers bilans macabres ? De même, si se mettent en place des milices privées, comme envisagé dans son programme, se posera la question du strict encadrement légal de telles formations. Dans le cadre latino-américain, elles finissent souvent très vite par poser un réel problème, en se substituant à l'Etat, voire en basculant elles-mêmes dans la criminalité.

Si comme c'est probable il est élu le 28 octobre, il sera intéressant de voir ce que fera Bolsonaro à la tête du Brésil car il ne suffit pas de défendre beaucoup de bonnes idées pendant une campagne électorale, encore convient-il de les mettre en œuvre une fois au pouvoir, et c'est là souvent que le bât blesse.

L'histoire cachée du sionisme (X)

L'influence du lobby israélien aux Etats-Unis



POUR les 101 ans de la Déclaration Balfour — qui a précédé la création du Foyer national juif — et pour les 70 ans de la création de l'État d'Israël, RIVAROL vous propose une série d'articles sur l'histoire cachée du sionisme.

Dans le présent article, je vais expliquer comment le lobby pro-israélien manipule la politique américaine par l'infiltration et le mensonge.

L'IMPLANTATION DU LOBBY AUX ETATS-UNIS

Le lobby pro-israélien, en plus d'exercer une grande influence sur les décisions politiques prises aussi bien par les administrations démocrates que républicaines, a encore plus de pouvoir sur le Congrès. Le journaliste Michael Massing, rapporte les propos d'un membre de l'AIPAC : « On peut compter sur une bonne moitié des députés — 250 à 300 membres — pour agir conformément aux vœux de l'AIPAC »⁽¹⁾.

Le Center for Responsive Politics, groupe de recherche indépendant qui recense les contributions de campagne, a identifié une quarantaine de comités d'action politique pro-israéliens — qui agissent pour la plupart dans la plus grande discrétion si ce n'est secrètement — et rapporte que ces organismes ont financé des campagnes électorales de

1. Walt et Mearsheimer, *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, La Découverte, 2009, p. 21.

la Chambre des représentants en 2006, à hauteur d'environ 3 millions de dollars. Cette étude omet toutefois d'inclure les contributions personnelles et minimise le rôle proprement dit du lobbying pro-israélien⁽²⁾.

En 1997, le magazine *Fortune* a demandé aux membres du Congrès et à leur personnel de recenser les lobbys les plus puissants de Washington, l'AIPAC pro-israélien arrivait en deuxième position, derrière l'AARP défendant les intérêts des retraités, ce dernier n'ayant évidemment aucune influence sur la politique étrangère américaine. Une

étude du *National Journal* réalisée en mars 2005 est arrivée à la même conclusion.

Le lobby pro-israélien, en sus de financer les campagnes des membres du Congrès, empêche ceux d'entre eux qui ne sont pas pro-israéliens d'être élus ou réélus. Si un membre du Congrès a le malheur de n'être pas favorable à la politique israélienne ou d'être simplement neutre par rapport au conflit israélo-palestinien, il perd par magie ses financements et le lobby présente contre lui un candidat qui lui est soumis⁽³⁾.

Hillary Clinton, qui brigue la candidature Démocrate à la présidence en 2016, en a fait l'amère expérience. Hillary Clinton, pour avoir déclaré son soutien à un État palestinien en 1998 et embrassé Souha Arafat (l'épouse de Yasser Arafat) en public en 1999, a aussitôt essuyé de sévères critiques venant de groupes appartenant au lobby. Hillary a pris la défense d'Israël à partir du moment où elle s'est elle-même lancée dans la course électorale, et elle reçoit désormais un soutien important, y compris financier, d'organisations et de particuliers pro-israéliens... Les comités pro-israéliens ont financé sa campagne de réélection à hauteur de plus de 30 000 dollars, et Forward annonçait en janvier 2007 que « Hillary Clinton se taillera sans doute

2. Voir les détails dans Walt et Mearsheimer, *op.cit.* p. 131.

3. Voir : Walt et Mearsheimer *op.cit.* pp. 166-178.

la part du lion dans les dons considérables de la communauté juive lors de la course à l'investiture démocrate pour les présidentielles de 2008 »⁽⁴⁾

Au sujet de l'AIPAC, l'ancien président Bill Clinton a déclaré : « Il est étonnamment efficace et meilleur que quiconque en termes de lobbying dans cette ville (Washington) », et l'ancien orateur (speaker) de la Chambre des représentants Newt Gingrich en a dit : « C'est le groupe d'intérêts le plus efficace de toute la planète »⁽⁵⁾

Le lobby pro-israélien prend aussi soin de faire élire des présidents pro-israéliens via notamment le financement des campagnes électorales. L'ancien Président des États-Unis, Jimmy Carter (de 1977 à 1981) porta ce jugement définitif : « Partout où il y aura une collecte de fonds politique importante dans ce pays, on s'apercevra que les Juifs américains ont joué un rôle considérable »⁽⁶⁾

Voici des chiffres — rapportés par Hamilton Jordan (homme politique américain et chef de cabinet de la Maison Blanche durant le mandat de Carter) — qui témoignent de cette situation : sur les 125 membres du Democratic National Finance Council, plus de 70 sont juifs ; en 1976, plus de 60 % des gros donateurs au parti démocrate étaient juifs ; plus de 60 % de l'argent recueilli par Nixon en 1972 provenaient de donateurs juifs ; plus de 75 % de l'argent collecté lors de la campagne de Humphrey en 1968 provenaient de donateurs juifs ; plus de 90 % de l'argent récolté par Scoop Jackson lors des primaires démocrates provenaient de donateurs juifs.

Le *Washington Post* rapporte pour sa part : « Il faut que l'argent versé par les sympathisants juifs constitue 60 % de l'argent provenant de sources privées pour qu'un candidat démocrate à la présidence ait une chance de l'emporter »⁽⁷⁾

Il va de soit que chaque candidat doit séduire les donateurs juifs et le lobby pro-israélien s'il veut avoir une chance de mettre les pieds à la Maison-Blanche.

Le lobby sioniste aux États-Unis a connu une montée en puissance progressive mais continue depuis la nomination sous influence en 1917 de l'avocat Louis D. Brandeis à la Cour suprême ; lui et le rabbin Stephen Wise ont pesé sur les décisions du président Woodrow Wilson, que ce soit pour l'entrée en guerre de l'Amérique ou afin qu'il soutienne la Déclaration Balfour, un procédé semblable ayant été employé pour pousser le président Truman à reconnaître l'État d'Israël en 1948⁽⁸⁾.

LE LOBBY CONDUIT L'AMÉRIQUE DANS LA GUERRE

Après s'être servis de la Grande-Bretagne, les sionistes lui ont substitué l'empire nord-américain suite à la Seconde Guerre mondiale qui a conduit au démantèlement de l'Empire britannique. Ce passage de relais s'est fait à la fin de la Seconde Guerre mondiale, notamment le 14 février 1945 à bord du croiseur Quincy, lorsque le président des États-Unis Franklin D. Roosevelt conclut un pacte avec Abdelaziz ibn Saoud (roi d'Arabie) consistant à acheter à vil prix la production pétrolière du royaume en échange d'une protection américaine. En prélude à cet accord historique, le 29 mai 1933, un contrat avait déjà été signé avec la

4. Cité par Walt et Mearsheimer *op.cit.* pp. 174-175.

5. Dans : Walt et Mearsheimer, *op.cit.* pp. 168-169.

6. Cité par Walt et Mearsheimer, *op.cit.* p. 178.

7. Thomas B. Edsall et Alan Coopeman, « GOP Uses Remarks to Court Jews », *Washington Post*, 13 mars 2003.

8. Voir : Walt et Mearsheimer, *op.cit.* p. 131.

compagnie américaine *Standard Oil of California* qui créait l'*Arabian Standard Oil Company* (CASOC)⁽⁹⁾. Les États-Unis supplantèrent ainsi la Grande-Bretagne qu'ils vassalisaient en quelque sorte, même si la Cité de Londres demeure le centre financier planétaire.

Depuis l'influence des sionistes à la Maison-Blanche est devenue si importante que, lorsqu'en 1981 Israël bombarde le réacteur irakien Osirak (construit par la France), Begin, le Premier ministre israélien, appelle le président Reagan et quasiment lui ordonne de se mettre au travail et d'expliquer aux Américains pourquoi Israël avait agi ainsi⁽¹⁰⁾.

Outre sa puissance, ce qui caractérise encore le lobby pro-israélien est son « tribalisme exacerbé » ; l'historien Melvin I. Urofsky relève « qu'aucun autre groupe ethnique ne s'est autant engagé aux côtés d'une nation étrangère dans l'histoire américaine ».

Le politologue Steven T. Rosenthal, quant à lui, remarqua que : « Depuis 1967, aucun peuple n'a autant œuvré à la réussite d'un autre pays que les Juifs américains ne l'ont fait pour Israël »⁽¹¹⁾

Voyons ici un exemple frappant du tribalisme de ces élites juives qui occupent des postes de hautes responsabilités et des fonctions stratégiques aux États-Unis ; en 2001 est nommé aux Affaires proches-orientales au sein du *National Security Council* Elliott Abrams, un Juéo-Américain qui a écrit ceci dans son livre publié en 1997 *Faith of Fear : How Jews Can Survive in a Christian America* (Foi et peur : Comment les juifs peuvent survivre dans une Amérique chrétienne) : « Il ne fait aucun doute que les juifs, fidèles à l'alliance qui unit Dieu à Abraham, doivent se tenir à l'écart de la nation dans laquelle ils vivent. C'est la nature même des Juifs que d'être à l'écart — à part en Israël — du reste de la population »⁽¹²⁾

Walt et Mearsheimer commentent ainsi : « Propos remarquable de la part d'un homme qui occupe un poste stratégique en relation avec la politique relative au Proche-Orient au sein de l'administration américaine. »⁽¹³⁾

À cela, il faut ajouter l'influence qu'a le lobby pro-israélien sur l'opinion publique via les media, les universités et les fondations, clubs et autres *think tanks*⁽¹⁴⁾.

Le plan de redécoupage du Proche-Orient a commencé par l'attaque contre l'Irak, conformément à la stratégie définie par Oded Yinon. Plusieurs idées fausses ont été répandues au sujet de la guerre d'Irak dont deux principales. La première étant qu'il s'agirait *stricto sensu* d'un projet de l'Administration Bush, et la deuxième étant que ce conflit aurait été déclenché par et au profit du lobby pétrolier. Or, ce sont les réseaux pro-israéliens et les dirigeants israéliens eux-

9. Henry Laurens, *L'Orient arabe : arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, 1993, pp. 281-282.

10. Grace Halsell, *Prophecy and Politics : Militant Evangelists on the Road to Nuclear War*, Lawrence Hill, Westport, 1986, pp. 71-76.

11. Melvin I. Urofsky, *American Zionism from Herzl to the Holocaust*, Anchor Press, Garden City, 1975, p. 1 ; et Steven T. Rosenthal, « Long Distance Nationalism ; American Jews, Zionism, and Israel », in Dana Even Kaplan (dir.), *The Cambridge Companion to American Judaism*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005, p. 209.

12. Elliott Abrams, *Faith of Fear : How Jews Can Survive in a Christian America*, Simon and Schuster, New York, 1997, p. 181.

13. Walt et Mearsheimer, *Le Lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, p. 183.

14. Voir : Walt et Mearsheimer *op.cit.* pp. 185-215.

AIDEZ-NOUS ! AIDEZ RIVAROL !

**POUR NOUS SOUTENIR
DANS LE COMBAT, ET FACE AUX
ATTAQUES EN TOUS GENRES,
ADHÉREZ AUX AMIS DE RIVAROL
OU FAITES UN DON, PETIT OU GRAND !**

Adhésion simple : 20 euros

Adhésion donateur : 40 euros

Adhésion bienfaiteur : à partir de 100 euros

Adhésion pour personnes en grande difficulté : 10 euros

— On peut nous aider en faisant un don par Paypal sur la page accueil de notre site rivarol.com (il n'est pas nécessaire d'avoir un compte Paypal, on peut régler par carte bancaire) ;

— Les virements doivent être faits sur notre compte bancaire à la Banque postale : IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048. BIC : PSSTFR PPPAR.

— Les chèques doivent être adressés à l'ordre des Amis de RIVAROL ou des Editions des Tuileries (Editions des Tuileries, 19 avenue d'Italie, 75 013 Paris).

On peut aussi nous aider en prenant des abonnements de soutien, de propagande ou à vie au journal, des abonnements de deux ans ou en abonnant des amis ou de la famille (le bulletin d'abonnement est en page 6), ou en s'abonnant à notre revue *Ecrits de Paris*.

mêmes qui ont poussé les États-Unis dans cet affrontement catastrophique⁽¹⁵⁾.

Robert Novak a nommé la guerre d'Irak la « guerre de Sharon » ; au mois d'avril 2007 il déclarait : « Je suis convaincu qu'Israël a largement contribué à la décision de s'engager dans ce conflit. Je sais qu'à la veille de la guerre Sharon avait dit au cours d'une conversation à huis clos avec des sénateurs que s'ils parvenaient à se débarrasser de Saddam Hussein, cela résoudrait les problèmes de sécurité d'Israël »⁽¹⁶⁾.

Quinze jours avant le déclenchement des hostilités, le 5 mars 2003, Nathan Guttman écrivait dans le journal israélien *Haaretz* : « Les voix faisant le lien entre Israël et la guerre se font de plus en plus entendre. On dit que le désir d'aider Israël est la principale raison pour que le président Bush envoie les soldats américains livrer une guerre inutile dans le Golfe. Et ces voix s'élèvent de toutes parts »⁽¹⁷⁾.

Deux ans après le début de la guerre, Barry Jacobs, de l'*American Jewish Committee*, reconnaissait qu'au sein des milieux du Renseignement américain, l'idée qu'Israël et les néoconservateurs étaient responsables de l'invasion américaine de l'Irak était généralement admise⁽¹⁸⁾.

Curieusement, quelques mois avant le 11 septembre 2001, les dirigeants israéliens et leurs réseaux aux États-Unis préparaient l'opinion, petit à petit, à la guerre contre l'Irak. Le 26 février 2001 (six mois avant les attentats), le journal israélien *Haaretz* rapportait que « l'Irak représente aux yeux de Sharon une plus grande menace pour la stabilité régionale que l'Iran, en raison du comportement erratique et irresponsable du régime de Saddam Hussein »⁽¹⁹⁾.

Un an plus tard, lorsque l'Administration Bush commençait à préparer son offensive contre Bagdad, les dirigeants israéliens préparaient déjà le terrain pour une guerre contre l'Iran, expliquant aux officiers américains que l'Iran était une menace plus importante que l'Irak⁽²⁰⁾.

LES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE : MENSONGE ISRAËLIEN

Le fameux argument des armes de destruction massive a été également fourni de sources israéliennes ; le 3 mai 2002 (un an avant la guerre d'Irak), le porte-parole de Sharon, Ra'anana Gissen, disait à un journaliste : « Si on n'arrête pas Saddam Hussein maintenant, nous

15. Un certain nombre de personnalités politiques américaines comme Patrick Buchanan, Arnaud de Borchgrave, Maureen Dowd, Georgie Anne Geyer, Gary Hart, Chris Matthews, le représentant démocrate James P. Moran, Robert Novak, Tim Russert et le général Anthony Zinni, ont déclaré que les plus fervents militants favorables à la guerre en Irak étaient les pro-israéliens les plus « durs » aux États-Unis. Aluf Benn, « Scapegoat for Israel », *Haaretz*, 13 mai 2004.

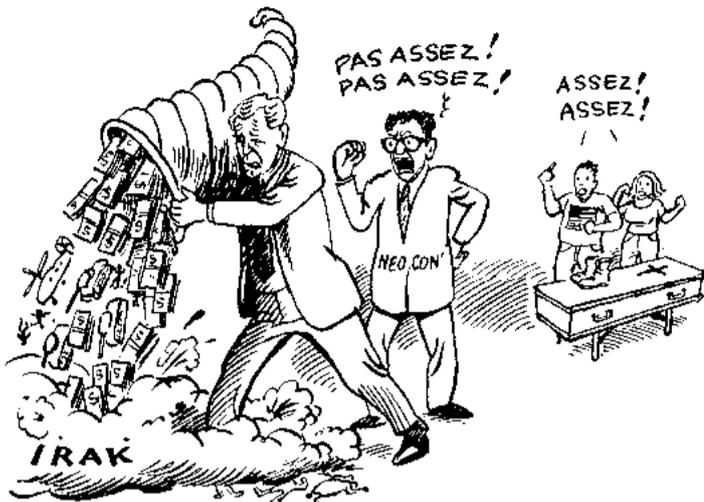
16. Akiva Eldar, « Sharp Pen, Cruel Tongue », *Haaretz*, 13 avril 2007.

17. Nathan Guttman, « Some Blame Israel for U.S. War in Iraq », *Haaretz*, 5 mars 2003.

18. Ori Nir, « FBI Probe : More Questions Than Answers », *Forward*, 13 mai 2005.

19. Aluf Benn, « Sharon Shows Powell His Practical Side », *Haaretz*, le 26 février 2001.

20. Seymour Hersh, « The Iran Game », *New Yorker*, le 3 décembre 2001, pp. 42-49 ; Peter Hirschberg, « Background : Peres Raises Iranian Threat », *Haaretz*, 5 février ; David Hirst, « Israel Thrusts Iran in Line of U.S. Fire », *Guardian*, 2 février 2002 ; « Israel Once Again Sees Iran as A Cause for Concern », *Haaretz*, 7 mai 2001 ; Alan Sipress, « Israel Emphasizes Iranian Threat », *Washington Post*, 7 février 2002.



devrons faire face, dans cinq ou six ans, à un Irak disposant d'armes nucléaires, à un Irak disposant de systèmes de lancement pour des armes de destruction massive »⁽²¹⁾.

Toujours au mois de mai 2002, Shimon Pérès, à l'époque ministre des Affaires étrangères du gouvernement Sharon, lors d'une interview sur CNN, déclara : « Saddam Hussein est aussi dangereux que Ben Laden » et ajouta « les États-Unis ne peuvent pas rester assis sans rien faire pendant qu'il constitue un arsenal nucléaire. Il est grand temps de le renverser »⁽²²⁾.

Le défilé des dirigeants israéliens continue avec Ehud Barak qui, un mois plus tard, rédigeait un éditorial dans le *Washington Post*, où il recommandait à l'Administration Bush de « se concentrer d'abord sur l'Irak et sur le renversement de Saddam Hussein. Une fois qu'il sera destitué, le monde arabe ne sera plus le même »⁽²³⁾.

Selon la propagande des sionistes et des dirigeants israéliens, après la guerre vient le beau temps. Après chaque guerre, il en faut une deuxième, et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'il ne reste que des ruines autour d'Israël. Mais ces guerres, Israël les fait conduire systématiquement par d'autres États. Le coût de la guerre et le blâme sont alors supportés par d'autres et le rôle de Tel-Aviv (tapi au centre de sa toile) reste dans l'ombre.

Le 12 août 2002, Ariel Sharon déclarait devant le comité des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset (parlement israélien) que l'Irak était « le plus grand danger auquel Israël doit faire face »⁽²⁴⁾.

Plusieurs sources mettent en lumière que c'est Israël qui a poussé les États-Unis à attaquer l'Irak. Le 16 août 2002, dix jours avant que le vice-président Cheney ne lance la campagne en faveur de la guerre à l'occasion d'un discours devant la convention des *Veterans of Foreign Wars* (Vétérans des guerres extérieures) à Nashville, un certain nombre de quotidiens, de chaînes de télévision et de radios (parmi lesquels *Haaretz*, le *Washington Post*, CNN et CBS News) rapportèrent qu'Israël exhortait les États-Unis à ne pas retarder une attaque contre l'Irak.

Sharon déclara à l'Administration Bush que « repousser une telle opération ne créerait pas un meilleur environnement opérationnel pour l'avenir ». Retarder une attaque, expliqua Ra'anana Gissen (le porte-parole de Sharon) ne ferait « que donner à Saddam Hussein l'occasion d'accélérer son programme d'armes de destruction massive ».

Shimon Pérès déclarait [quant à lui] sur

21. Elizabeth Sullivan, « Sharon Aide Expects United States to Attack Iraq ; He Says Saddam Must be Stopped from Making Nuclear Arms », *Cleveland Plain Dealer*, 3 mai 2002.

22. Cité dans Joyce Howard Price, « Peres Encourages U.S. Action on Iraq », *Washington Times*, 12 mai 2002.

23. Ehud Barak, « No Quick Fix », *Washington Post*, 8 juin 2002.

24. Cité dans Gideon Alon, « Sharon to Panel : Iraq is Our Biggest Danger », *Haaretz*, 13 août 2002.

CNN que « le problème aujourd'hui n'est pas si, mais quand ».

Retarder une attaque serait une grave erreur, dit-il, parce que Saddam sera mieux armé demain. Même son de cloche chez le ministre adjoint à la Défense (israélien) Weizman Shiry, qui mettait en garde : « Si les Américains ne le font pas maintenant, ils auront plus de mal à l'avenir. Dans un an ou deux, Saddam Hussein aura avancé vers la production d'armes de destruction massive. »

La chaîne CBS saisit peut-être le mieux ce qui se passait, dans le titre sous lequel elle présenta la nouvelle : « Israël

aux États-Unis : ne retardez pas l'attaque contre l'Irak... »⁽²⁵⁾.

Il est aussi intéressant d'apprendre que les Israéliens étaient derrière la première guerre du Golfe ; Patrick Buchanan, journaliste, homme politique, ancien candidat à la présidence, a déclaré à ce propos que « le ministre israélien de la Défense et son carré de supporters aux États-Unis » étaient derrière la première guerre du Golfe, et il est loin d'être le seul à avoir rapporté cela⁽²⁶⁾.

Israël alimentait Washington en rapports alarmistes concernant les pseudo-programmes irakiens d'armes de destruction massive à un moment où, selon les termes mêmes de Sharon « la coordination stratégique entre Israël et les États-Unis avait atteint un niveau sans précédent »⁽²⁷⁾.

Une coordination qui n'est pas sans faille... Après la guerre du printemps 2003 et après qu'on eut appris qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive, le comité du Sénat en charge des Relations avec les Services de renseignement (*Senate Intelligence Committee*) et la Knesset (parlement israélien), ont publié des rapports séparés révélant que l'essentiel des informations transmises à l'Administration Bush par Israël étaient fausses.

Shlomo Brom, général israélien à la retraite, a d'autre part dévoilé que « les services de renseignements israéliens étaient pleinement impliqués dans le tableau descriptif des capacités non conventionnelles de l'Irak que dressaient les services américains et britanniques »⁽²⁸⁾.

Plusieurs rapports confirment qu'à la veille de la guerre, Sharon a demandé aux diplomates et aux dirigeants politiques israéliens de ne pas faire de vague et de ne rien dire qui puisse laisser entendre qu'Israël poussait l'Administration Bush à attaquer l'Irak⁽²⁹⁾.

Aucun élément ne prouve qu'avant le 11 septembre 2001 Bush et Cheney aient eu l'intention formelle d'envahir

25. Walt et Mearsheimer *op.cit.* p. 257.

26. Walt et Mearsheimer, *op. cit.* p. 258. Sur les préoccupations du lobby pendant toute la période menant à la guerre du Golfe de 1991, voir John B. Judis, « Jews and the Gulf : Fallout from the Six-Weeks War », *Tikkun*, mai-juin 1991 ; Allison Kaplan, « Saddam Splits Jewish Lobby », *Jerusalem Post*, le 14 janvier 1991 ; David Rogers, « Pro-Israel Lobby Quietly Backed Resolution Allowing Bush to Commit U.S. Troops to Combat », *Wall Street Journal*, 28 janvier 1991. Sur les préoccupations israéliennes au même moment, voir Brinkley, « Top Israelis Warn of Deep Worry » ; Carnegie, « Pullout Not Enough » ; Chartrand, « Israel Warns » ; Diehl, « Israelis Fear Iraqi Threat » ; Merzer, « Israel Hopes ». La citation de Buchanan est tirée de Chris Reidy, « The War Between the Columnists Gets Nasty », *Boston Globe*, le 22 septembre 1990.

27. Walt et Mearsheimer, *op. cit.* p. 258.

28. Walt et Mearsheimer, *op. cit.* p. 258.

29. David Horowitz, « Sharon Warns Colleagues Not to Discuss Iraq Conflict », *Irish Times*, 12 mars 2003. Voir aussi James Bennet, « Threats and Responses : Israel's Role ; Not Urging War, Sharon Says », *New York Times*, 11 mars 2003 ; Aluf Benn, « Sharon Says U.S. Should Also Disarm Iran, Lybia and Syria », *Haaretz*, 18 février 2003.

l'Irak. Par ailleurs, ils étaient, de même que la conseillère à la Sécurité nationale Condoleezza Rice, contre les projets de *nation-buildings*, consistant à intervenir au Proche-Orient pour le remodeler.

Dans l'année 2000, Condoleezza Rice, qui était par ailleurs la principale conseillère du président Bush, écrivait un article dans *Foreign Affairs* où elle affirmait que les États-Unis pouvaient parfaitement vivre avec un Irak doté de l'arme nucléaire, elle s'expliquait en ajoutant que la puissance militaire conventionnelle de Saddam avait été sévèrement affaiblie et qu'il fallait éviter de se laisser aller à la panique au sujet du régime irakien⁽³⁰⁾.

George W. Bush lui-même a dit au journaliste Bob Woodward qu'avant le 11 septembre il n'avait pas l'intention d'attaquer l'Irak. De son côté, Dick Cheney a, durant toute la décennie 1990, répété qu'une conquête de l'Irak serait une erreur stratégique. Au plus haut niveau de l'Administration américaine, seul le secrétaire d'État à la Défense, Donald Rumsfeld, était favorable à une telle aventure en Irak⁽³¹⁾.

Alors que s'est-il passé pour que l'Administration Bush prenne ce virage ? Ce revirement, d'après le *Wall Street Journal*, est dû à l'action du lobby pro-israélien. Le journal new-yorkais titrait : « Le rêve du président : transformer non seulement un régime, mais une région : une zone démocratique et pro-américaine est un objectif qui a des racines israéliennes et néoconservatrices »⁽³²⁾.

Plus précis que cela encore — car il arrive que les dirigeants israéliens disent la vérité à demi-mot et trahissent leur pensée et leur projet —, Ehud Barak avoue que le but de la guerre en Irak, conformément au Plan Oded Yinon, est de remodeler le Proche-Orient ; en septembre 2002, l'ex-Premier ministre israélien dit dans le *New York Times* qu'« abattre le régime de Saddam Hussein changera le paysage géopolitique du monde arabe »⁽³³⁾.

Dans l'édition de février 2003 du journal *Haaretz*, nous lisons sous la plume de Aluf Benn : « Des officiers supérieurs de Tsahal et des dirigeants proches du Premier ministre Ariel Sharon, comme le conseiller à la Sécurité nationale Ephraim Halevy, dressent un tableau extrêmement optimiste de l'avenir radieux qui attend Israël une fois la guerre terminée. Ils envisagent un effet dominos dans lequel la chute de Saddam Hussein serait suivie par celle d'autres ennemis d'Israël : Arafat, Hassan Nasrallah, Bachar Al Assad, les Ayatollahs en Iran et peut-être même Muahmmar Kadhafi »⁽³⁴⁾.

Cela rappelle étrangement le Printemps arabe...

À suivre.

Jean TERRIEN.

30. Cité par Walt et Mearsheimer, *op. cit.* p. 269.

31. Voir le détail dans : Walt et Mearsheimer, *op. cit.* p. 269.

32. Robert S. Greenberg et Karby Leggett, *Wall Street Journal*, 21 mars 2003.

33. Barak, « Taking Apart ».

34. Benn, « Background ».

RIVAROL.COM

Dès le mardi soir, vous pouvez consulter notre site Internet pour vous assurer que notre hebdomadaire a bien paru, en connaître le sommaire, lire l'éditorial et le billet hebdomadaire, consulter l'agenda et le courrier des lecteurs.

Pour toutes les correspondances administratives, utiliser l'adresse <contact@rivarol.com>, l'adresse <jeromebourbon@yahoo.fr> étant réservée au courrier rédactionnel.

Meyer Habib, quelle nation, quels soutiens ?

C OUP de tonnerre, épouvante, déchirure, traumatisme, terreur, annonce du pire, horreur, menace, pogrom, holocauste mental, massacre virtuel. Nous pourrions poursuivre notre énumération lexicale jusqu'à son terme, la langue française ne possèdera jamais assez de mots pour décrire la gravité des faits dénoncés par la direction de l'école HEC de Jouy-en-Josas (Yvelines). Affreux, affreux, affreux ! Dans l'établissement ont été découverts vendredi 12 octobre des croix gammées, des croix celtiques (ça fait peur) et les mots *Juden* (juifs en allemand) inscrits rapidement sur un petit tableau blanc d'une petite salle de cours. « *Nous sommes très surpris, très choqués* », a déclaré à l'AFP le directeur général adjoint du groupe HEC, Eric Ponsonnet. Il a précisé que le groupe, ainsi que plusieurs étudiants, allaient porter plainte. « *Nous avons commencé à lancer des investigations en interne, nous sommes déterminés à aller au bout pour pouvoir prendre les sanctions nécessaires* » a-t-il ajouté. La traque a commencé. Les cadres, les professeurs, les pions, les élèves chamboulés, ont revêtu leurs uniformes de chasseurs de nazis. L'ombre de Serge Klarsfeld et de sa tribu vengeresse plane désormais sur l'institution des commerciaux d'élites. Tous ces bienfaiteurs de l'humanité en danger ne lâcheront rien. Finkielkraut a la colique... Dans quel monde vit-on ? Sérieusement, l'AFP est si désœuvrée que cela pour diffuser une telle "information", un tag d'étudiant fatigué sur un tableau en plastique gribouillé avec un feutre ?

LE GRIBOILLAGE INTERDIT

Notre peuple se fait tous les jours casser la figure par la diversité qu'on nous injecte de force par des agents mondialistes estampillés HEC et ENA, il se fait tous les jours spolier par des fraudeurs internationaux à la taxe carbone, il est mortifié tous les jours par des histoires juives et humilié au même rythme par les faux sherpas mais vrais meneurs comme Jacques Attali, et notre peuple laminé par des décennies de politique antinationale, antiblanche et antichrétienne doit encore supporter les caprices paranoïaques de tous ces égotistes narcissiques relayés par BFMTV, la télé de l'étranger. Plus grave que le racket dont on ne parle que trop rarement, plus grave que les coups, plus grave que les harcèlements, plus grave que la déréliction de la jeunesse, plus grave que les viols, plus grave que la drogue, plus grave que la souffrance inouïe que connaît une fraction croissante des élèves authentiquement français en voie de paupérisation, une sorte de croix gammée minuscule croquée en deux secondes sur un tableau blanc ! On ajoutera avant de clore ce "truc" monté en épingle par la communauté que l'on ne connaît toujours pas l'identité du responsable du petit dessin. Notre petit doigt nous dit qu'il n'est pas forcément le méchant Aryen que d'aucuns imaginent peut-être. Si c'est



le cas, l'énergumène aurait pu faire plus grandiose, plus coloré, plus acide, plus destructeur, plus marquant en définitive. Quoique... *La Dépêche du Midi* tenue par l'insupportable franc-maçon Jean-Michel Baylet-Isaac, n'a pas besoin de faits concrets, répertoriés, photographiés, pour crier au loup. Non, car quand l'individu se déclarant juif crie au loup, l'assistance doit se lever, apeurée obligatoirement sous peine d'être catégorisée comme antisémite. Et être perçue comme antisémite est la chose la plus abominable que le péquin devant sa télé peut imaginer. Depuis environ un an et demi écrit ainsi le journal de Jean-Michel Baylet, le constat est particulièrement inquiétant. On en frémit. Pourquoi ? Les agressions à l'égard des juifs seraient en forte hausse à Toulouse, notamment dans les quartiers dits difficiles, ainsi que dans la périphérie. « *On constate un antisémitisme de voisinage qui se traduit par des insultes, des graffitis antisémites, une violence verbale et parfois physique. Les promoteurs doivent de plus en plus faire appel à des médiateurs sociaux* », note ainsi Franck Touboul, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) de Midi-Pyrénées pour le quotidien régional. L'article évoque le sujet des personnes âgées israéliennes qui seraient isolées et en situation de précarité et qui seraient harcelées par des voyous. Mais ici, aucune information factuelle ne vient appuyer cette victimisation. Le public n'en a pas besoin pour avaler comme un âne son foin la propagande déversée par le media.

L'ANTISÉMITISME PROGRESSE, PUISQU'ON VOUS LE DIT

Dans cette configuration de toute-puissance médiatique (qui en devient grotesque comme nous l'avons vu), l'émission *Envoyé Spécial* a diffusé un documentaire sur la « *Jeunesse estropiée* » de Palestine, déclenchant l'ire de l'appareil sioniste implanté en France. Montrer les morts et les blessés palestiniens, montrer les résultats des tirs de Tsahal, montrer les amputations sur enfants, c'est, il faut le savoir, faire preuve d'antisémitisme. Tous les représentants de la communauté juive se sont levés contre la diffusion du documentaire. Le CRIF comme le Consistoire israélite en passant par les sites sionistes comme *Le Monde juif*. Meyer Habib s'est singularisé par une avalanche de plaintes, de bile, de fureur. On ne présente plus Meyer Habib, ce marchand de bijoux à la double nationalité franco-israélienne et au visage flottant. « *Ce reportage est irresponsable, fait-il avancer la paix ou la cause palestinienne ? Non* », s'est exclamé le député. « *La télévision et le service public français "déshumanisent" Tsahal et Israël, il faut apaiser les choses, j'en veux terriblement au service public* », a-t-il ajouté. C'est assez inquiétant quand on sait que le bonhomme est un adepte de la vengeance comme en témoigne une vidéo enregistrée à la suite d'un fait violent commis en Palestine il y a quelques années. Et puis cette déclaration surréaliste, lourde de

menaces : « *Cela met de l'huile sur le feu, et cela importe le conflit en France. Cela appelle à de nouveaux attentats terroristes en France et je suis inquiet pour mon pays* ». Comment ? Pourquoi le fait qu'une télévision publique évoque enfin le massacre palestinien inciterait-il les terroristes à s'en prendre à la France ? Si cela était le cas, il faudrait s'interroger sur l'identité des terroristes, du moins sur leurs commanditaires. Les binationaux comme Habib ne font même plus semblant d'être logiques, ne font même plus l'effort d'émettre un discours cohérent. Il ne reste que les cris et les prévisions magiques de grands malheurs. Ces gens effraient la France entière. Oui Monsieur Habib, la France ne veut pas de l'importation du conflit israélo-palestinien sur son sol ! Mais qui sont les premiers acteurs à remuer cette question chez nous ? Meyer Habib, vous-même, n'avez-vous pas tout récemment introduit vos copains de l'armée israélienne armés jusqu'aux dents au sein de l'Assemblée nationale ? L'un de vos camarades n'a-t-il pas montré ostensiblement la crosse d'un revolver à un agent de sécurité du Palais-Bourbon ? Qu'auriez-vous dit si un seul cul de jatte coupé en deux par Tsahal avait été invité par un courageux (qui n'existe pas) quelque part dans l'Hémicycle ? Vos joues se seraient gonflées et vous auriez hurlé que la France importe un conflit qui n'est pas le sien ! Voilà tout ! Et dans cette hypothèse, les journalistes aux ordres auraient relayé votre agitation, vous auriez interviewé jusqu'à ce que la salive vous manque. Meyer Habib, pour rappel, fut l'un des membres du Betar qui agressèrent très violemment (causant des blessures très graves aux victimes) les participants d'une commémoration en l'honneur de Sainte Jeanne d'Arc en 1988. Il est incroyable que ce sinistre individu ait aujourd'hui le pouvoir politique d'intimider les trois journalistes en France qui parlent du martyr palestinien et il est tout simplement impensable qu'il soit député, qu'il ait pu le devenir... Habib a des amis.

ESTROSI, UN HOMME SÛR

Christian Estrosi, l'amibe de Nice mariée à l'épouvantable Laura du Web de *Télé Matin*, animatrice tombée du ciel, est un fervent travailleur zélé de l'entreprise Sion. C'est encore *Le Monde juif* qui balance l'information qui aurait effrayé jusqu'à Jules Guérin, le marquis de Morès ou Drumont en leur temps : de jeunes juifs auraient été agressés au centre de la préfecture des Alpes-Maritimes au lendemain de la diffusion du documentaire sur la pulvérisation des jeunes Palestiniens (qui, eux, ne souhaitent pas migrer). « *Je condamne l'agression antisémite intolérable de 4 jeunes dans le centre ville de Nice cette nuit. La violence et la lâcheté de tels actes ne doivent en aucun cas être banalisés ni rester impunies. J'attends de la justice la plus grande sévérité à l'égard des agresseurs* », a dénoncé sur Twitter le maire de Nice, Christian Estrosi. Quelques heures plus tard, la police réfutera les fantasmes de l'époux de Laura du Web, en affirmant que les Israélites en question étaient les responsables d'une rixe provoquée par une alcoolémie excessivement festive (« *ce qui ressort de manière très claire, c'est que cette bagarre n'a rien à voir avec la religion* » dit le Procureur de la République de Nice). On n'entendit plus Estrosi. Ce-

pendant la presse sioniste persista dans son paradigme victimiste : les jeunes israéliens étaient forcément les victimes d'antisémitisme puisque Christian Estrosi le déclara... Et cette prétendue brutalité antisémite ne pouvait être que la conséquence de la diffusion du reportage d'*Envoyé Spécial* !

« *Alors que la tension en Israël et à ses frontières est à son comble et qu'en début de semaine encore deux civils israéliens ont sauvagement été assassinés par un terroriste palestinien, ce choix de programmation d'une chaîne du service public français est extrêmement regrettable et potentiellement dangereux dans la mesure où il contribue à l'exportation d'un conflit étranger en France et pourrait favoriser la haine à l'encontre d'Israël et des Juifs de France* », avait dénoncé, tranquillement, dans un communiqué, l'ambassade d'Israël en France, au lendemain de la diffusion du reportage controversé. Quelques heures plus tard, Estrosi inventait une agression antisémite.

Meyer Habib est vraiment entouré de baltringues. Au moins pourra-t-il encore compter demain sur la presse. Toujours plus, car elle est gonflée la presse, la papperasse zélote, elle gonfle ; elle est sous anabolisants, elle est perfusée de partout, elle gonfle, la ribaude ! On comprend mieux l'intolérable arrogance de l'Étranger, son époustouffante impunité. On achète l'opinion, avec des milliards, avec les milliards de l'étranger. En ce moment, un Tchèque ratisse large, s'empare de tonnes de papier, place ses pions. Un véritable phénomène, ce Daniel Kretinsky, jeune milliardaire boulimique qui rachète tous les journaux, tous les magazines, toutes les revues qui sont à vendre actuellement en Europe. Aujourd'hui Kretinsky absorbe les titres français sans marchander. L'argent coule de ses poches. Il vient de s'emparer de l'hebdomadaire *Marianne* pour placer à sa tête la très scolaire Natacha Polony. Plus récemment encore, Kretinsky a racheté les parts de Pigasse qu'il possédait dans *Le Monde*.

UN NOUVEL EMPIRE MÉDIATIQUE

Kretinsky est aujourd'hui un sujet d'incompréhension pour les analystes économiques qui ne saisissent pas la raison pour laquelle il investit tant d'argent dans un secteur sinistré. Les experts en argent ne voulant pas s'intéresser à l'aspect extra-financier de ces acquisitions qui, pourtant, saute aux yeux. Evidemment, si l'on s'échine à considérer les hommes comme Kretinsky comme de simples hommes d'affaires, on n'y comprend rien. Mais Kretinsky, à l'instar du Franco-Israélien Patrick Drahi qui a acheté des journaux et des télé pour finalement perdre de l'argent, ne s'empare pas d'un empire médiatique pour en faire une poule aux œufs d'or, ni pour une raison de stratégie économique, mais pour contrôler une puissance médiatique servant non ses intérêts propres mais les intérêts de sa communauté. Kretinsky n'est pas apparu *ex nihilo* sur la scène économique et médiatique. Sa mère était encore il y a peu juge à la Cour constitutionnelle de la République tchèque et reste une spécialiste de l'histoire de la communauté et de son organisation en Europe de l'Est (elle a écrit plusieurs grands articles à ce sujet). Il faut dire les choses sans circonvolution : le contrôle d'organes de presses importants, dont *Le Monde*, par une nouvelle personnalité, est le présage d'événements graves sur les plans politique et social et l'assurance pour la caste et ses sectes satellites d'une analyse conforme à leurs intérêts et à leurs attentes.

François-Xavier ROCHETTE.

Comment trouver RIVAROL en kiosques ?

Sur la page accueil de notre site www.rivarol.com, cliquez sur l'onglet « *Points de vente* » et vous aurez ainsi accès à l'intégralité des points de vente de RIVAROL dans toute la France, classés par département. Vous pourrez ainsi trouver plus facilement l'hebdomadaire de l'opposition nationale près de chez vous.

Montlosier, le Tocqueville de la contre-révolution

AVANT Tocqueville, Montlosier apparaît comme le premier philosophe de l'Ancien Régime et de la Révolution. A la différence de Barruel, Beaulieu, Lacretelle et autres, il n'a pas laissé d'histoire de la Révolution française à proprement parler. Son œuvre s'est déployée en deux étapes. Il a d'abord publié des ouvrages de réflexion politique inspirés par les événements de France, auquel il été mêlé. Ce faisant, il n'entendait pas faire œuvre d'historien, mais proposer des solutions pour remédier aux maux du pays découlant de ces événements. Mais, cette réflexion politique s'est ensuite élargie et a abouti à une théorie d'ensemble de la monarchie française depuis les origines.

DES MONARCHIENS À LA MONARCHIE DE JUILLET

François Dominique de Raynaud, comte de Montlosier (1755-1838), né à Clermont-Ferrand, issu d'une famille de hobereaux auvergnats, s'implique de bonne heure dans la vie publique. En 1789, il est élu député de son ordre aux Etats généraux. Député à la Constituante, il défend, aux côtés des "monarchiens" (Mounier, Malouet, Clermont-Tonnerre, Bergasse) la cause d'une monarchie sagement réformée et adaptée aux temps nouveaux mais forte et en laquelle le Roi disposerait d'un droit de veto absolu sur les lois votées par l'assemblée législative et les décisions des ministres. L'échec des monarchiens et le vote de la Constitution de 1791 le rejettent dans une opposition totale à la Révolution, l'amenant à collaborer aux *Actes des Apôtres*, où il côtoie Peltier, Rivarol et Suleau. Désormais partisan d'une contre-révolution, et convaincu que celle-ci ne pourra se produire qu'à la faveur d'une invasion de la France par les troupes de l'Europe coalisée, il gagne successivement Coblenz, Vienne et Londres, mais constate avec effarement l'absence d'intelligence politique des Emigrés. Ces derniers rêvent en effet d'un rétablissement intégral de l'Ancien Régime, ce qui lui semble impossible, bien qu'il exècre la Révolution. Lui, fidèle à ses idées de départ, aspire à une monarchie parlementaire tempérée par un pouvoir royal fort et inviolable qui adapterait le pays aux exigences de liberté et d'égalité juridique de cette fin du XVIII^e siècle. Mais il n'est guère entendu ; du reste, il est desservi par son caractère coléreux.

Désespérant de voir la monarchie restaurée, et résigné à l'incompréhension des Emigrés à l'égard de ses idées, il se rallie à Bonaparte, qui le fascine, et en lequel il voit, faute de mieux, le seul homme capable de doter la France d'institutions fortes de type peu ou prou monarchique. Il travaille alors successivement pour le ministère des Affaires étrangères, puis pour Fouché, ministre de la Police générale.

La Charte octroyée par Louis XVIII (1814) instaure une monarchie répondant assez à ses idées, et il en est heureux. Cela ne dure pas. Charles X (1824-1830) s'oriente vers un retour — certes incomplet — à l'Ancien Régime. Montlosier s'en inquiète. De plus, gallican jusqu'à l'anticléricalisme, il s'indigne de la faveur dont jouit le clergé auprès du nouveau souverain, et de la montée du « parti prêtre ». En 1826, il publie un *Mémoire à consulter sur un système religieux et politique tendant à renverser la religion, la société et le trône*.

Rallié à la Monarchie de Juillet, il entrera à la Chambre des Pairs en 1832, et s'éteindra dans sa ville natale de Clermont-Ferrand le 9 décembre 1838. Ce

monarchiste fervent et ennemi de la Révolution se verra refuser les derniers sacrements par un clergé qui lui gardera rancune de son hostilité (ses obsèques seront civiles).

LE PREMIER PHILOSOPHE DE L'ANCIEN RÉGIME ET DE LA RÉVOLUTION

Auteur prolige et prolifique, déjà signalé par un *Essai sur la théorie des volcans d'Auvergne* (1789) et des *Observations sur les assignats* (1790), Montlosier, en 1791, publie pas moins de trois ouvrages politiques importants, qui retiennent l'attention : *Essai sur l'art de constituer les peuples ou Examen des opérations constitutionnelles de l'Assemblée nationale de France*, *De la nécessité d'une contre-révolution en France pour rétablir les finances, la religion, les mœurs et la liberté*, et *Des moyens d'opérer la Contre-révolution, pour servir de suite à l'ouvrage du même auteur intitulé De la nécessité d'une contre-révolution*. Ces titres, typiques —



D.R.

de par leur irritante longueur — de ceux du XVIII^e siècle, font sourire, en particulier le second par sa fastidieuse énumération, le troisième par son souci de précision qui manque de peu la répétition du titre, déjà long, d'un livre antérieur. Le sérieux de leur contenu n'en est pas moins indéniabla. Beaucoup plus tard, Montlosier approfondira, en historien cette fois, les idées contenues dans ces ouvrages avec sa monumentale *Histoire de la*

monarchie française depuis son établissement jusqu'à nos jours, en sept volumes, publiée de 1814 à 1824. Avec beaucoup de lucidité, Montlosier dénonce la Constitution de 1791 comme une « démocratie royale » (suivant sa propre expression) qui instaure en France une monarchie vouée à l'instabilité politique, à l'incurie et à l'impuissance du pouvoir exécutif, donc incapable de gouverner. En conséquence, il en appelle à une "Contre-révolution", mais pas n'importe laquelle. Malgré son caractère passionné, Montlosier sait garder la tête froide en matière de réflexion politique. Fervent monarchiste, attaché de toute son âme et de tout son cœur à l'institution royale d'origine divine, sacrée et inviolable, Montlosier ne constate pas moins que la France s'est profondément transformée depuis Hugues Capet, ou même depuis saint Louis, ou même encore depuis Louis XIV, et qu'elle ne peut plus rester la société d'ordres qu'elle était, composée d'un clergé garant de la religion et de la morale, d'une noblesse combattante et protectrice, et d'un Tiers Etat laborieux, les deux premiers ordres jouissant de privilèges juridiques et fiscaux et monopolisant les postes de haute responsabilité militaire et politique. Il comprend que le moment est venu d'instituer au sein de l'ordre politique et social une égalité juridique, civile et fiscale qui ouvrira les carrières administratives, politiques, judiciaires et militaires aux éléments compétents du Tiers. Il pense que, dans le monde nouveau qui émerge, ce n'est plus la naissance, mais le talent qui doit devenir le critère de l'attribution des hautes charges. Traditionaliste, il est persuadé qu'une tradition, pour durer, doit évoluer sans se trahir, et qu'à défaut de la faire, elle fait naître la révolution, essentiellement destructrice de l'ordre social comme des personnes. A ses yeux, on ne peut opérer la réforme de la monarchie sans en connaître l'origine et l'histoire. Aussi s'emploie-t-il à élaborer d'abord une théorie de l'une et de l'autre. A l'instar de la thèse "germaniste" de cer-

tains publicistes du XVIII^e siècle (Féret, Boulainvilliers, Montesquieu), Montlosier voit dans la noblesse l'origine et, pendant longtemps, le socle de la monarchie française, voire de toute monarchie. Il se démarque d'eux, cependant — et la différence est de taille — en ne la réduisant pas, comme ils le font, aux Francs, conquérants de la Gaule, et en l'identifiant à la fusion graduelle des diverses aristocraties alors présentes sur notre sol : noblesse germanique, *nobilitas* romaine et gallo-romaine, voire ordre équestre, composées d'hommes peu ou prou fortunés, propriétaires, et donc libres. Le Roi, élu par les nobles, n'est originellement que le premier d'entre eux, et gouverne avec leur consentement et leur concours. Sur ce point aussi, Montlosier s'inscrit dans le sillage des « germanistes ». Et, comme eux, il soutient la thèse d'une usurpation progressive du pouvoir par le Roi au détriment de l'aristocratie. Cependant, là encore, il se distingue d'eux, jusqu'à les récuser. En effet, selon lui, cette usurpation royale n'est pas la cause de la transformation de la monarchie. Certes, le Roi a constamment pris l'initiative d'accroître son pouvoir au préjudice de la noblesse, jusqu'à instaurer une monarchie absolue, mais il n'a pu y parvenir qu'avec le concours du Tiers Etat qui n'a cessé de croître en importance juridique, intellectuelle et économique, au point de devenir indispensable à la vie et à l'administration de la nation et de constituer pour le monarque le vivier de son personnel ministériel et de ses services centraux et provinciaux. Les rois ont ainsi imprimé à l'évolution du royaume de France une orientation égalitaire et (dans une certaine mesure) individualiste en contradiction avec le pouvoir monarchique lui-même — surtout sous sa forme absolue — et l'existence d'ordres comme fondement de la société. En particulier, les privilèges de l'ordre nobiliaire devenaient inacceptables.

Montlosier juge cette connaissance (il s'agit, pour lui, d'une vérité, non d'une théorie) de l'histoire de la monarchie française indispensable à toute entreprise visant à la réformer pour l'adapter aux exigences des temps nouveaux.

POUR UNE MONARCHIE TRADITIONNELLE RÉNOVÉE ET ADAPTÉE AUX TEMPS NOUVEAUX

Ayant donc constitué un Etat puissant indépendant du concours de la noblesse, et instillé, à la faveur de la croissance constante du Tiers une aspiration à l'égalité juridique et à l'accès aux hautes charges suivant le mérite en lieu et place de la naissance, la Monarchie doit consacrer cette évolution et répondre aux exigences des contemporains tout en maintenant la tradition, sa sève nourricière, et les lois fondamentales du fonctionnement sain de toute société. Le Roi ne doit ni s'obstiner à faire perdurer un Ancien Régime suranné, ni faire table rase du passé et de la tradition pour édifier une nouvelle société fondée uniquement sur la raison et quelque utopie humaniste égalitaire à valeur universelle.

La société doit demeurer inégalitaire car elle n'est viable qu'ainsi. Mais cette inégalité doit reposer sur une conception religieuse et morale, et à cet égard, l'Eglise catholique a un rôle essentiel à jouer ; Montlosier le reconnaît, nonobstant son hostilité au clergé.

Cependant, cette inégalité doit être relative, pas absolue. L'organisation sociale doit laisser aux personnes d'humble origine la possibilité de s'y élever, d'occuper, grâce à leur talent, des charges importantes, et d'acquiescer un patrimoine matériel conséquent grâce à leur industrie. La considération et les honneurs doivent aller aussi bien au mérite personnel pur qu'à l'appartenance à un ordre, une classe ou une famille respectée.

L'ancienne société doit se conserver tout en s'ouvrant à ceux que, dans la dernière période de la République romaine, on appelait les *homines novi*.

Traditionaliste mais ouverte, cette société nouvelle ne ressemble pas à la société libérale rêvée par un Voltaire, un Diderot, un D'Holbach, un Turgot, et, plus tard, un Bastiat. Elle demeure chrétienne, catholique même, nous l'avons dit, et ses lois doivent protéger les plus faibles, les prémunir de l'abandon et de la misère. Elle n'est viable qu'à condition de reposer sur la vision chrétienne du monde, laquelle implique la conservation de l'institution royale. La France doit rester une monarchie héréditaire de droit divin, et le Roi doit demeurer sacré et inviolable. Il doit disposer d'un droit de veto absolu sur les lois votées par l'organe législatif. Montlosier conçoit un tel droit comme un élément d'arbitrage et de stabilité. En effet, il admet que le pouvoir législatif incombe à deux chambres que les ministres n'aient pas la possibilité de fléchir en cas de désaccord avec elles. L'arbitrage royal permettrait alors de dénouer le conflit en faveur de l'une ou l'autre des parties.

Cette monarchie constitutionnelle n'est pas démocratique : la chambre législative basse serait élue au suffrage censitaire et n'aurait pas plus de pouvoir que la chambre haute, héréditaire, quant à elle ; et l'élévation du cens favoriserait les propriétaires, singulièrement les plus importants, tant Montlosier, comme tous les monarchiens et les modérés de son temps, fait de la propriété la garante de l'ordre social et le fondement même de la civilisation. Montlosier aurait pu dire comme Boissy d'Anglas : « Un pays gouverné par les propriétaires est dans l'ordre social, un pays où les non-propriétaires gouvernent est dans l'ordre de la nature ».

UNE BASE INTELLECTUELLE SÉRIEUSE POUR LA CONTRE-RÉVOLUTION

Telle est la pensée politique de Montlosier. Cet auteur n'a pas écrit une histoire de la Révolution française. Le seul de ses livres qui s'en rapproche est ses *Mémoires sur la Révolution française, le Consulat, l'Empire et les principaux événements qui l'ont suivie*, parus à la fin de sa vie, en 1829, et qui n'ajoutent guère à ses ouvrages antérieurs. Cela dit, il a dégagé les causes lointaines de la Révolution ; et il a donné à la Contre-révolution une base intellectuelle sérieuse étayée sur une connaissance historique précise de l'institution monarchique et des réformes à opérer pour la conserver dans ce qu'elle a d'absolument essentiel tout en l'adaptant aux temps nouveaux.

On peut considérer Montlosier comme le Tocqueville de la Contre-révolution. Comme l'auteur de *L'Ancien Régime et la Révolution* (1856), il a montré l'évolution centralisatrice et égalitaire de la monarchie française depuis le Moyen Age et la lente montée du Tiers en puissance économique et sociale, la Révolution représentant l'aboutissement naturel de ce mouvement historique de grande ampleur. Et comme lui, il a cherché un système politique capable d'asseoir la France contemporaine sur des principes consensuels et des institutions stables. Naturellement, il se distingue de lui par la nature et le sens des solutions qu'il propose : Tocqueville accepte (ou plutôt se résigne à) l'établissement de la démocratie, qu'il considère comme inéluctable et irréversible, tandis que lui croit souhaitable et possible d'infléchir l'évolution vers l'institution d'une monarchie héréditaire et de droit divin capable d'intégrer les exigences d'égalité et de liberté de ses contemporains.

Paul-André DELORME.

Macron, détail du totalitarisme mondialiste



par
Hannibal

Tout en Macron est minuscule. L'homme. On se moquait des talonnettes de Sarko. Lui, lorsqu'il singe Trump dans son bureau de l'Élysée en signant quelque loi, installe les ministres qui l'entourent

sur des chaises plus basses, comme Charlot sur son fauteuil dans *le Dictateur*. Les manigances de sa communication sont aussi enfantines. Lorsque le char présidentiel le mène au long des Champs-Élysées, le jour de son intronisation, la télévision le filme saluant la foule d'une main souveraine : or l'avenue est quasi vide. Même vide dans sa grande loi de ministre des Finances. La loi Macron, vous vous souvenez ? C'était sous le bon roi François le catastrophique. Cela vous revient ? Maintenant, dites-moi une idée principale, une décision "phare", comme on dit aujourd'hui, un seul des mille et trois articles de ce grand catalogue législatif ? Ça ne vient pas ? Ah si. Les cars Macron. Pour augmenter la mobilité des Français, il les a incités à ouvrir des lignes de cars pour concurrencer ou remplacer la SNCF. Ça, c'est tapé ! Grandiose ! Le France, le transsibérien, la conquête de la lune, tout le monde y pense, mais les cars Macron !

Ce n'est pas ce pauvre Valls qui l'aurait fait. Il a pourtant occupé l'espace sonore pendant plusieurs mois avec sa loi à lui, la loi travail. Il a assommé les pauvres parlementaires à coups de 49-3 aussi simplement qu'une caillera du 9-3 bastonne son voisin de cité avec sa barre de fer. Et il n'en reste d'autre souvenir que d'interminables défilés de syndicalistes dans la rue. Pauvre Valls, il a dû aller sous les cieux qui l'ont vu naître pour se refaire une virginité. Attiré par une sirène catalane, le tonnante, le redoutable, l'irascible a quitté sa source d'Evry pour le havre différemment cosmopolite de Barcelone. Les Puniques s'y plurent autant et plus qu'à Capoue. Il y finira des jours de vieux gigolo dans les piscines de la jet set. L'histoire aime à sourire en bégayant. *Ubi bene, ibi patria*.

Macron, lui, est président. Il adore se coler suant aux torsos nus de jeunes voyous noirs, tactile avec ou sans résille, puis il va s'incliner à Colombey et prend des poses à la Louis XIV. Il aime qu'on l'appelle Jupiter. Las, le costume taille un peu large. Il a l'air d'un dieu après le crépuscule, un empereur fin de dynastie, ou même de régime, ou même d'ère, c'est Romulus le petit, Jupiter augustulus. Microscopique ou pas, il bosse. Ce n'est peut-être qu'un détail de l'histoire, mais il entend en être un important. On pouffe à son passage ? Il continue. En marche vers l'avenir du mondialisme. Chaque pas qu'il fait mène au progrès, chacun s'éloigne de la lèpre raciste. Sans doute ces pas sont-ils petits, mais l'obstiné petit Poucet du Bien ne ménage pas sa peine : de caillou blanc en caillou blanc, de réforme à la mie de pain en réforme à la mie de pain, il mène les Français. En leur faisant croire qu'il les ramène à la maison, il les attire au manoir de l'ogre. L'anodin et l'infime amènent au monstrueux. C'est ainsi qu'il faut considérer les dernières troupes de son gouvernement.

Le monde flambe. Le libéral de progrès Salman Ben Salman ben Kalish Ezab zigouille du Yéménite à la pelle, avec en prime un journaliste venu d'ici ou là, les bourses observent voler leurs bulles de savon, Amé-



(Dessin de Chard)

ricains et Russes se regardent en chiens de faïence au Proche-Orient, l'Aquarius labourent les flancs de la Méditerranée de son étrave généreuse, et Matignon légifère. De quoi ? Hé ben, ce n'est pas compliqué, on installe en juillet des panneaux de limitation de vitesse à 80 kilomètres à l'heure sur les routes qui ne comportent pas de muret ou de glissière pour séparer les sens de circulation. Ça n'a l'air de rien, mais c'est tout.

Edouard Philippe, quand il ne se rase pas le matin devant sa glace, doit se prendre pour un bienfaiteur de l'humanité, l'un de ces inventeurs oubliés qui ont modifié durablement le destin des hommes. Ceux qui ont inventé la roue, l'eau chaude, le fil à couper le beurre, les ronds points, les ralentisseurs. Alors j'entends bien le préposé aux sarcasmes ricaner au comptoir. Cette baisse de la vitesse autorisée, si elle a fait monter le volume des contraventions, n'a pas réduit les accidents ni la mortalité sur la route. Les autorités avaient bidouillé les chiffres en août, pour donner à croire que la baisse observée au printemps et qui continua l'été était due à une décision qui la suivait. L'anachronisme n'a jamais gêné nos princes. Mais septembre a douché les espoirs. 323 personnes y sont mortes sur les routes. 26 de plus qu'en septembre 2017. Le gouvernement estime désormais qu'on ne peut pas tirer d'enseignement de ce « résultat en demi-teinte ». Vous pouvez bien ironiser sur cette demi-teinte, déplorer en boucle que le pouvoir se fiche de nous, que la sécurité routière et les associations qui tournent autour ne sont jamais fichues de nous donner des séries statistiques précises, longues et cohérentes, que les radars sont des usines à fric et tutti quanti, il s'en balance, Macron. Il avance, avec ses bâtons nordiques et sa gourde pour boire. Et il sourit. Il est content parce que vous avez bien raison mais que vous n'avez rien compris. Oui, la limitation est inefficace, oui, c'est l'occasion d'un racket, et alors ? Ça fait le buzz. Ça amuse les réseaux sociaux. Ça fait décoder les décodeurs. Pendant ce temps-là, l'important est en marche. Le totalitarisme. L'emprise du système mondialiste sur le tout des Français, sur l'ensemble de leur vie, à commencer par la vie quotidienne.

Orwell, Staline, Hitler, c'est fini. Ils se focalisaient sur la politique. L'objectif était de maîtriser l'orbe politique dans son ensemble. C'est bien mais gentillet. Sur le modèle d'Huxley, les grandes institutions supranationales, l'URSS B de Bruxelles en est un bon exemple, s'emploient aujourd'hui à surveiller, nommer, normaliser et breveter le moindre de nos gestes et de nos pensées. L'extension du domaine du totalitarisme est sans fin, il s'attache au moindre détail, le totalitarisme est une affaire de détail. Les flatulences de vaches

devront bientôt comporter un taux défini d'acide sulfhydrique. Hanna Arendt est dépassée. Elle se prenait le chou pour un salut à la romaine ou une autocritique, pour des policiers un peu service service, je passe vous prendre à l'aube et je ne cesse de vous torturer que lorsque vous avouerez avec conviction. C'est fini tout ce guignol. L'autocritique, elle se fait chez Hanouna maintenant, au vingt heures de BFM dans les cas graves. Et tout le reste se passe nickel sur les plateaux en fête de la démocratie. Pas besoin de parti unique pour assurer la fusion des nations et des corps dans la magma mondialiste et prendre la di-

rection des âmes. Le multipartisme, la prolifération des moyens d'information, la variété des systèmes scolaires s'y prêtent fort bien. Il suffit que cet entrelacs inextricable de réseaux apparemment antagonistes et parfois réellement concurrents diffuse la même idéologie. Celle-ci se résume en un mot : le Bien, qui se décline en quelques slogans, liberté, santé, environnement, solidarité, humanitarisme, etc.

Macron, vous pensez bien qu'il a compris tout ça. Ce n'est pas n'importe qui. Il est tout de même associé chez Rothschild. Adoubé par Minc et Attali. C'est un goy au jus, un cave un peu au parfum. Alors, à quoi ça sert, vraiment, les 80 kilomètres à l'heure ? A mettre au pas. A apprendre à marcher au pas. A apprendre à obéir à un panneau placé par l'Etat plutôt qu'au jugement du conducteur en fonction des lieux, de l'heure, de l'état de la route, du danger éventuel. A se soumettre à une volonté sans la comprendre, et même en étant intimement persuadé qu'elle est mauvaise, sachant de plus que cette conviction a toutes les chances d'être fondée rationnellement. C'est une méthode de camp de rééducation, qui vous laisse fou ou cassé. C'est aussi un point de détail qui cache l'Amazonie des dangers qui menacent la France et des difficultés qui assaillent le citoyen. Pendant que celui-ci prend le change de la limitation de vitesse, il ne peut ni regarder le paysage, ni aller comme il veut et faire ce qu'il veut faire, ni participer au combat pour la survie de son pays contre l'invasion. L'Etat capte indûment son temps pour lui apprendre à le perdre.

En marche sur le chemin du mondialisme, Macron ne s'en tient pas là. Il doit avoir un copain dans les ponts et chaussées. Il affirme son autorité par les voies de communication et les moyens de transports. Faut dire que c'est rentable. Les ralentisseurs. Ça fait de l'emploi pour les garagistes, les amortisseurs en prennent un coup. Et puis surtout c'est bien. Les vieilles dames, les gosses : pour eux, pour les plus fragiles, responsabilisons-nous ! (Précisément, on ne responsabilise rien, on transfère sur les BTP la responsabilité d'un acte (conduire raisonnablement) qui relève du conducteur. Cela entre dans les mille faits qui ôtent la décision à la conscience des hommes pour la donner aux choses qui leur sont extérieures.) Soit dit en passant pour les amateurs de paradoxe, on s'étonne que les mêmes qui détruisent les frontières construisent des ralentisseurs : ceux-ci régulent un flux dont le débit peut nuire aux populations qu'il traverse. C'est donc que le libre échange intégral, la liberté de flux sans entrave ne sont pas toujours bons, que la sécurité notamment justifie qu'on les limite. Mais la contradiction convient au tyran, elle signale sa puissance :

hoc volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas (je le veux, je l'ordonne; la raison, c'est ma volonté !)

J'ai lambiné dans les ralentisseurs, je vous prie de m'en excuser, c'était un peu normal, mais je voulais pour finir vous parler de deux autres problèmes graves, l'immatriculation des bicyclettes et le péage à l'accès des grandes villes.

Décidément, il y a une ligne directrice, une logique générale, une obsession, dans l'agenda de Macron, la circulation. C'est un agent de la circulation, ou plutôt un officier de la circulation, car les greluches de la télévision nous ont appris à ne plus dire agent de police, mais, comme en anglais, officier de police. Ce garçon a compris que la liberté d'aller où l'on veut et comme on veut est la mère de toutes les indépendances, et qu'il faut donc y mettre le holà. Un combattant khmer à Diên Biên Phu disait dans un livre que j'ai lu il y a longtemps : « *Moi pas aimer communistes. Communistes dire où moi dois pisser* » (C'est un manifeste populiste anti-totalitariste.) Macron est un bon technicien post-communiste de la marche encadrée. Comme toujours, il a compris que la contrainte sensible est un mauvais système et que l'intérêt n'est pas toujours suffisant à mouvoir les Français. Alors il utilise la persuasion clandestine, la stimulation de l'orgueil, l'amour du Bien.

Les villes sont engorgées. On n'y circule plus raisonnablement, c'est inefficace, cher, mauvais pour la santé des individus et pour l'environnement de la déesse Gaïa. Instituons un péage, sinon nos enfants ne nous le pardonneraient pas. Au passage, un copain ramassera bien quelques maravédís dans la poche des cochons de payants. Et en même temps, pour les nostalgiques des âges révolus, cela rappellera l'octroi aux portes des cités médiévales, la cloche de dix heures qui signalait à nos amis juifs le moment de rentrer dans leur faubourg, qui n'était pas alors le faubourg Saint-Germain.

Quant à l'immatriculation des vélos, je ne vais pas vous embêter longtemps avec. Ça rapportera, bien sûr, à l'Etat. Je ne sais pas si tous les assujettis paieront ce qu'ils devront, ni s'il existera, dans les caves des cités, des ateliers où d'habiles limeurs maquilleront les numéros de cadres. Mais je sais que cela fera marcher l'administration. Il y aura un nouveau service. Une demoiselle de l'immatriculation. Un bureau des réclamations. Un concepteur du standard téléphonique. Un autre pour le logo. Une IGIB (inspection générale des immatriculation des bicyclettes). Et tout à l'avenant. Cela rappellera surtout au pédaleur qu'il n'est pas seul sur la route ou le chemin, en allant à son bureau ministre ou se promener au bois : il peut être d'ici ou de là, étranger ou français, homme ou femme, homo, hétéro, bi ou trans, ou même non binaire, ouïgour modéré ou zatopèque radicalisé, athée comme une tasse ou hadj, riche ou pauvre, même, mais il a une origine, une caractéristique, un lien qui le tient et le définit, qui en fait un citoyen habitant, il est soumis à la réglementation et à l'impôt. A bicyclette. Pour ainsi dire en tandem avec Macron, maillot jaune du totalitarisme minuscule.

Chard sur la toile

Allez donc vous délecter des caricatures de Chard auxquelles un de ses admirateurs, fervent lecteur de RIVAROL, a consacré un site, très fréquenté :

<http://dessinsdechard.free.fr>